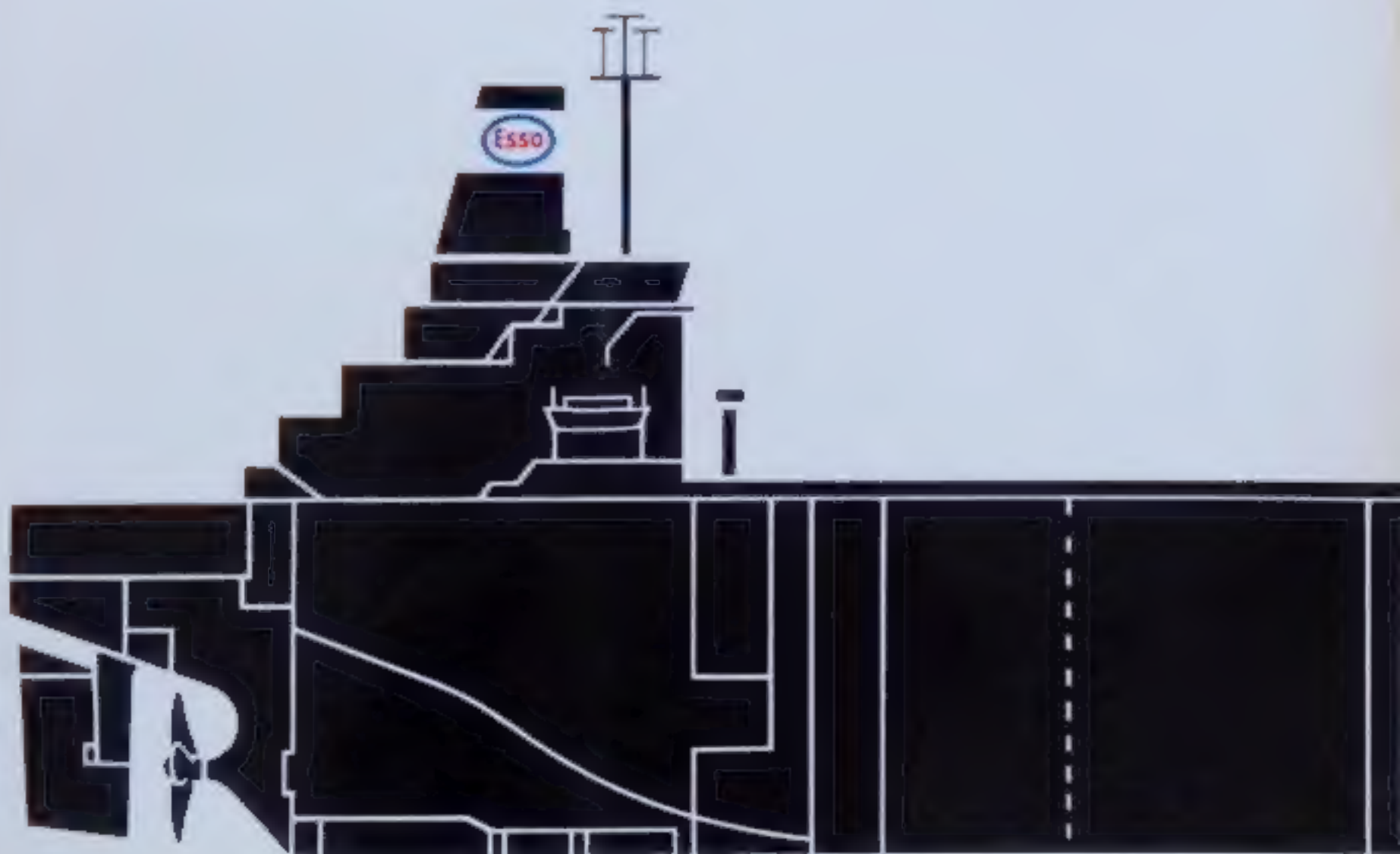


ESSO
STANDARD
S.A.F.

RAPPORT
ANNUEL
1971



ESSO
STANDARD
S.A.F.

SOCIÉTÉ
ANONYME
FRANÇAISE
CAPITAL
595.898.000
FRANCS
6 AVENUE
GAMBETTA
92 COURBEVOIE
CEDEX N°2
92 PARIS LA DEFENSE



Mesdames, Messieurs,

Je désirerais, avant de vous donner quelques indications tant sur les activités de votre société au cours des premiers mois de 1972 que sur nos projets, revenir sur les résultats de l'exercice 1971 qui peuvent paraître à certains relativement peu encourageants.

Au-delà des explications qui vous ont été données dans le rapport dont il vient d'être fait lecture, je tiens à souligner que tout au long de 1971 qui a été, vous le savez, une année troublée pour l'industrie pétrolière mondiale, votre société a dû faire face à des problèmes qui lui ont été particuliers, plus spécialement en matière de transports maritimes et de raffinage.

Nous étions très largement approvisionnés en brut méditerranéen. En 1971, l'obtention des qualités de brut requises par nos raffineries a entraîné un allongement considérable des trajets qui a été très significatif pour votre société. Par ailleurs, au cours de l'année, deux de nos raffineries, Port-Jérôme et Fos, ont, en dehors des arrêts qui étaient prévus pour l'entretien périodique des unités, eu leur marche perturbée en raison d'incidents techniques qui, d'ailleurs, n'ont aucun caractère chronique. Ces arrêts ont entraîné des coûts plus élevés qui ont évidemment pesé sur les résultats d'un exercice qui, sans cela, se serait présenté en progrès sur le précédent.

Mais il convient d'apprécier les résultats d'une société comme la vôtre dans une vue perspective de quelques années. Vous vous souvenez qu'en 1970 le cash flow se présentait en progression de 30 % sur celui de l'exercice précédent. Le léger recul constaté cette année (3 %) n'a que partiellement entamé l'avance déjà prise.

C'est également dans une même vue perspective que je voudrais vous parler du début de 1972 et de nos projets.

Les cinq premiers mois me permettent de dire que le démarrage de l'exercice en cours s'est effectué sous d'assez bons auspices.

Les raffineries ont toutes fonctionné, depuis le début de l'année, à pleine capacité. Le tonnage qu'elles ont traité est au total supérieur de 13 % à celui de la période correspondante de l'an dernier.

Les activités commerciales ont donné des résultats en ligne avec les prévisions. Je dois toutefois signaler que malgré une conjoncture économique relativement favorable et une croissance assez nette de la production, la demande en produits énergétiques semble se

ESSO STANDARD S.A.F. ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DU 22 JUIN 1972

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION RÉSOLUTIONS

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons convoqués en assemblée générale extraordinaire, pour vous proposer d'apporter quelques modifications aux statuts de votre société relatives à l'âge des dirigeants sociaux.

Des dispositions particulières ont en effet été prévues à ce sujet par la loi du 31 décembre 1970 visant à limiter l'âge des personnes qui ont la haute responsabilité des entreprises. La loi laisse cependant toute liberté aux actionnaires pour fixer eux-mêmes les règles qu'ils entendent suivre en cette matière. En l'absence de clauses statutaires particulières, la loi limite à partir du 1^{er} octobre 1972, l'âge des administrateurs à 70 ans pour deux tiers d'entre eux et celui du président à 65 ans.

Nous vous proposons d'adopter les dispositions statutaires afin de fixer des règles conformes aux traditions de votre société. Les administrateurs termineront leurs fonctions à l'assemblée générale de l'année au cours de laquelle ils atteindront l'âge de 70 ans ; le président cessera ses fonctions à l'assemblée générale qui suivra le jour où il atteindra l'âge de 65 ans. Le ou les directeurs généraux cesseront leurs fonctions à la fin du trimestre civil au cours duquel ils atteindront l'âge de 65 ans, suivant en cela le régime général des salariés de votre société.

Les modifications statutaires qui vous sont proposées doivent être replacées dans le contexte des statuts. Ceux-ci disposent en effet que les administrateurs, et par conséquent le président, sont désignés pour un an, leurs fonctions prenant fin à l'assemblée générale ordinaire annuelle. C'est donc à l'occasion de leur nomination ou du renouvellement de leur nomination que pouvait être précisée une règle concernant leur âge.

Ce sont ces principes que nous vous demandons d'entériner en soumettant à votre approbation les résolutions suivantes visant à modifier les articles 22, 24 et 34 des statuts.

Le Conseil d'Administration

première résolution

L'Assemblée Générale décide d'apporter aux statuts de la société les modifications suivantes :

- Article 22 - Nomination

Un troisième paragraphe est ajouté comme suit :
"3° Nul ne peut être élu ou coopté à un poste d'administrateur s'il doit atteindre l'âge de soixante-dix ans dans le courant de l'année civile où se situe cette nomination ou cette cooptation. Cette disposition est applicable au représentant permanent d'une personne morale administrateur."

- Article 24 - Bureau

Le premier paragraphe est complété par l'alinéa suivant :
"Nul administrateur ne peut être élu aux fonctions de président s'il a atteint l'âge de soixante-cinq ans."

- Article 34 - Directeurs Généraux

Le premier paragraphe est complété par l'alinéa suivant :
"En outre, leurs fonctions cessent de plein droit à la fin du trimestre au cours duquel ils ont atteint l'âge de soixante-cinq ans."

deuxième résolution

Pour les publications légales, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un extrait du présent procès-verbal.

SOCIÉTÉ
ANONYME
FRANÇAISE
CAPITAL
595 898 000
FRANCS
6 AVENUE
GAMBETTA
92 COURBEVOIE
CEDEX N°2
92 PARIS LA DEFENSE

L'Assemblée Générale constate que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions à rémunérer	Dividende net	Avoir fiscal	Revenu global
1968	11 913 800	F. 3,75	F. 1,875	F. 5,625
1969	11 917 960	F. 3,75	F. 1,875	F. 5,625
1970	11 917 960	F. 4,00	F. 2,00	F. 6,00

quatrième résolution

L'Assemblée Générale donne quitus de leur gestion

au 17 juin 1971 à M.

Serge Scheer

au 31 décembre 1971 à MM.

Jules Armand
Jacques Ballet
André Dubois
Francis Fabre
Jean Forgeot
Gustave Rambaud
Auguste Schlageter

cinquième résolution

L'Assemblée Générale élit comme administrateurs pour une durée expirant à la date de l'assemblée générale ordinaire qui approuvera les comptes de l'exercice 1972. MM.

Jules Armand
Jacques Ballet
André Dubois
Francis Fabre
Jean Forgeot
Hervé Lamaison
Gustave Rambaud

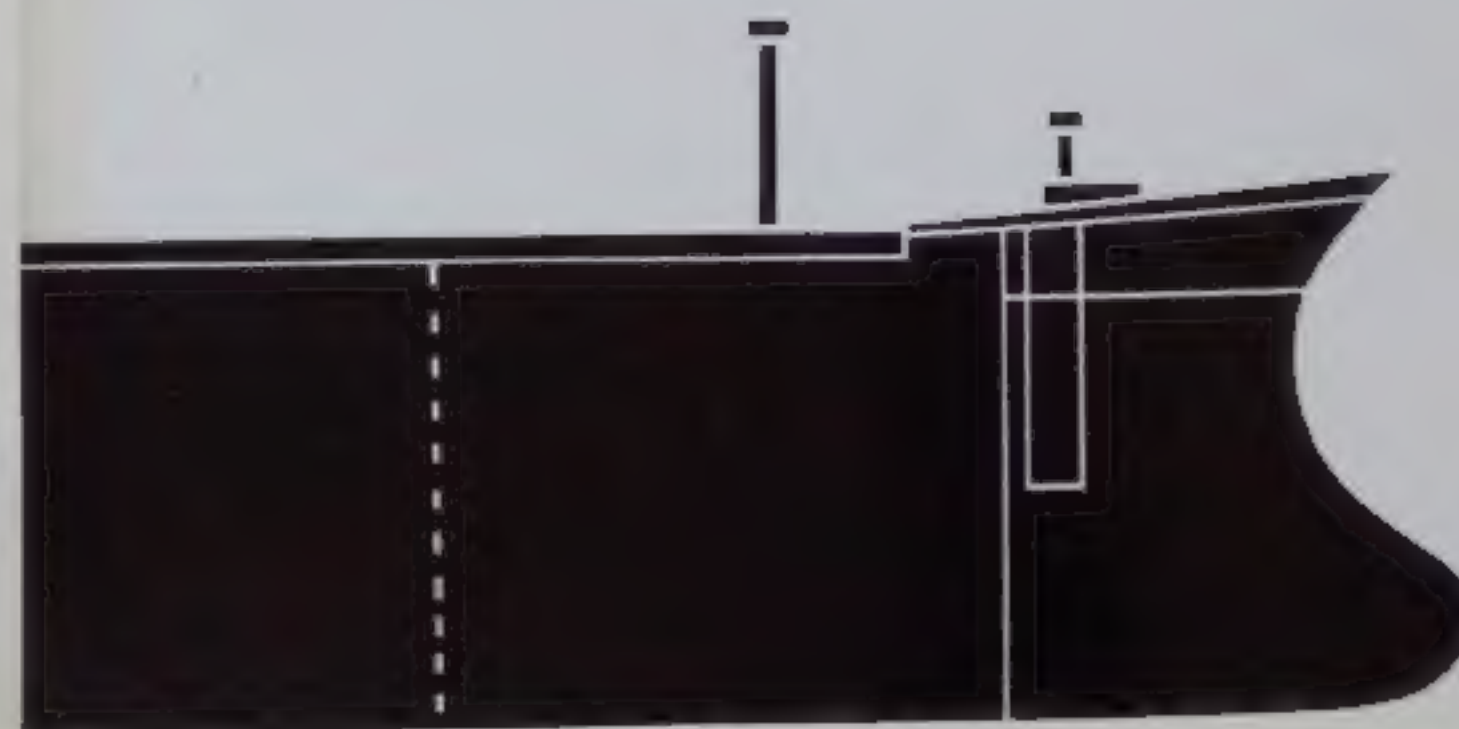
sixième résolution

L'Assemblée Générale fixe à F 125 000 le montant des jetons de présence alloués au Conseil d'Administration pour l'exercice 1972.

septième résolution

L'Assemblée Générale autorise le Conseil d'Administration à procéder à l'émission d'obligations en France ou à l'étranger jusqu'à concurrence d'un montant nominal global de 150 millions de francs.

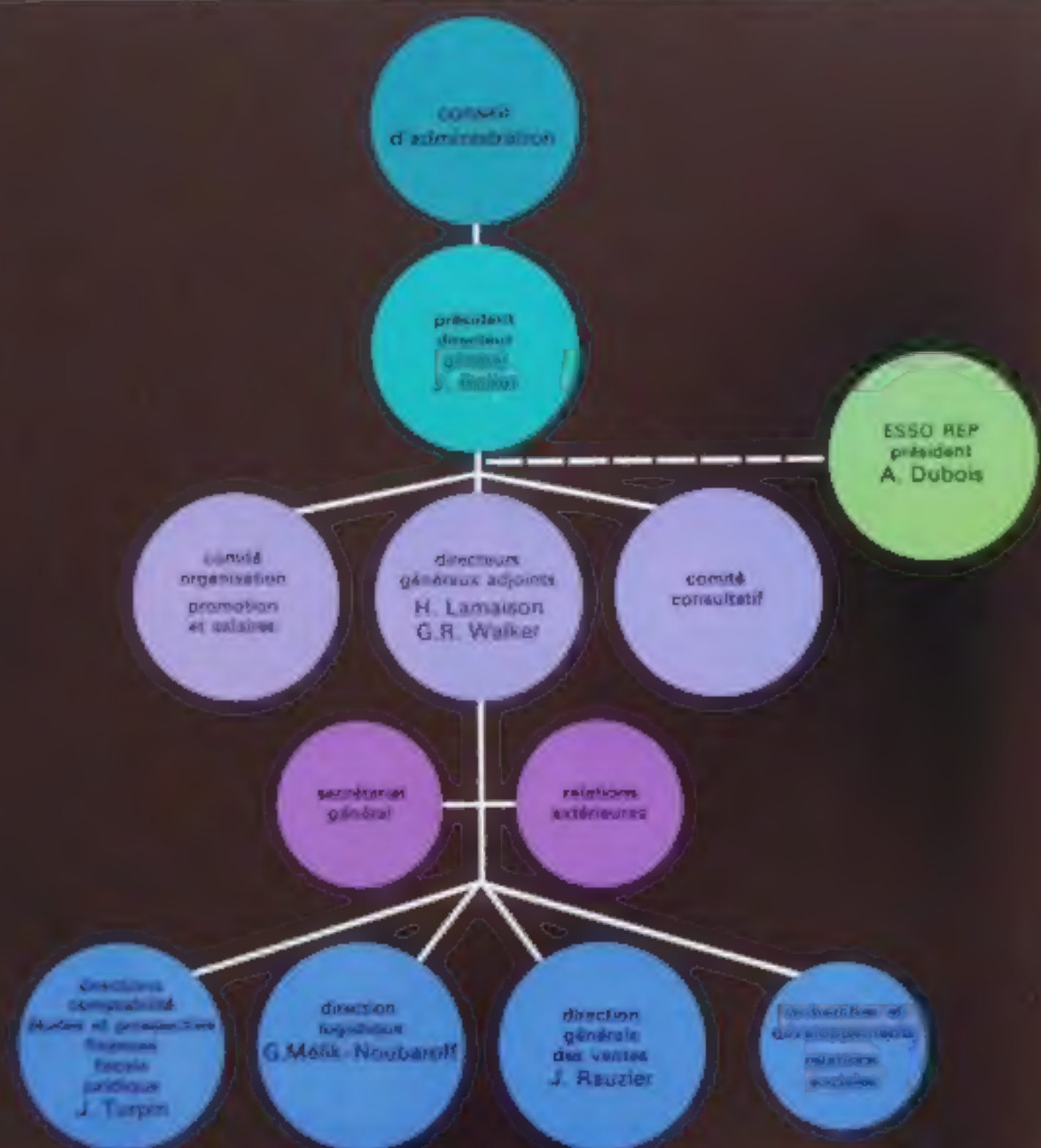
Cette émission sera réalisée à la diligence du Conseil d'Administration, en une ou plusieurs fois, aux époques et dans les conditions qu'il jugera convenables.



	Serge Scheer	président d'honneur
conseil d'administration	Jacques Ballet André Dubois Jules Armand Francis Fabre Jean Forgeot Gustave Rambaud Auguste Schlageter	président directeur général vice-président administrateur administrateur administrateur administrateur
comité consultatif	Jacques Ballet George R. Walker Henri Lamaison André Dubois Georges Melik-Noubareff Jean Rauzier Jean D. Turpin	président directeur général adjoint directeur général adjoint président d'Esso REP directeur directeur directeur
contrôleur trésorier		Albert Richard Louis Coignard
commissaires aux comptes	Albert Veyrenc André Amic Daniel Dudon	titulaire titulaire suppléant



31 mars 1972



RAPPORT ANNUEL

1971

documents présentés
à l'assemblée générale ordinaire
du 22 juin 1972
communiqués
au comité central d'entreprise
le 16 juin 1972

5	rapport du conseil d'administration
27	commentaires financiers
34	filiales et participations
37	rapports des commissaires aux comptes
41	compte d'exploitation et compte de pertes et profits Esso Standard S.A.F.
42	bilan Esso Standard S.A.F.
44	bilan consolidé Esso Standard S.A.F. et Esso REP
46	compte d'exploitation et compte de pertes et profits consolidés Esso Standard S.A.F. et Esso REP

	1969	1970	1971
millions de tonnes			
production de pétrole brut (Esso REP)	2,0	1,9	1,5
brut traité en raffinerie	11,6	13,5	12,9
ventes totales de produits finis	12,2	13,6	13,8
millions de francs			
salaires et dépenses sociales	247,3	273,1	299,1
dépenses d'immobilisations	209,4	242,7	383,7
chiffre d'affaires commercial (taxe comprise, hors TVA)	3 941,7	4 562,7	5 364,6
dont taxe intérieure	1 868,3	2 028,1	2 231,6
dotation aux comptes d'amortissements et de provisions	134,8	202,5	195,9
cash flow	211,2	274,0	264,6
bénéfice net de l'exercice	76,4	71,5	68,7

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

approvisionnement pétrolier de l'europe

L'industrie pétrolière s'est développée en 1971 à un rythme et dans un contexte bien différents de ceux de 1970. La croissance des économies occidentales s'est ralentie; le phénomène s'est répercuté sur leur consommation d'énergie; la production mondiale de pétrole brut a augmenté de 5,5 %, taux inférieur de près de moitié à celui de l'année précédente, tandis que les prix de vente étaient fortement affectés.

Les accords dits de Tripoli et de Téhéran entre compagnies pétrolières et pays producteurs du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, aboutissement de longues négociations, conduisaient à un relèvement sensible des prix "postés" du pétrole brut et prévoyaient des ajustements annuels jusqu'en 1975 pour compenser l'inflation mondiale. Ces accords ne devaient pas être remis en cause pendant une durée de cinq ans. Néanmoins, à la suite des réalignements monétaires intervenus au deuxième semestre 1971, certains pays producteurs ont obtenu une nouvelle majoration des prix libellés en dollars. Compte tenu d'une parité-or du franc inchangée alors que celle du dollar était réduite de 8,57 %, l'incidence de cette dernière majoration a été pratiquement nulle sur le coût en francs des achats de pétrole brut.

À la suite de la décision du Gouvernement Algérien de prendre le contrôle de 51 % des actifs pétroliers détenus en Algérie par les sociétés pétrolières françaises - et de la totalité pour le gaz naturel et les pipelines - un règlement définitif est intervenu moyennant l'abandon par la C.F.P. de la moitié de sa production et par l'E.R.A.P. des deux tiers de la sienne.

Ces événements ont entraîné un accroissement sensible de la part des pétroles du Golfe Persique dans l'approvisionnement de l'Europe.

L'insuffisance des moyens de transport disponibles pour acheminer le pétrole a eu pour conséquence une hausse considérable des frets en 1970 et au début de 1971. L'entrée en service de pétroliers de grande capacité a permis le retour à des taux de fret plus raisonnables en fin d'année. Le volume des carnets de commandes des chantiers mondiaux laisse espérer que la flotte pétrolière sera dorénavant suffisante pour faire face aux aléas d'ordre conjoncturel ou politique.

L'importance fondamentale du pétrole dans le développement économique des pays producteurs et des pays consommateurs ainsi que le rôle essentiel, technique et financier des sociétés pétrolières soulignent assez la complexité des problèmes auxquels l'industrie se trouve confrontée.

industrie pétrolière française

Les événements récents ont ramené au premier plan les efforts faits pour développer de nouvelles sources d'énergie, nucléaire en particulier, mais aucune d'elles ne sera en mesure, à moyen terme, de jouer un rôle comparable à celui du pétrole. Sa place essentielle dans le développement de l'économie française et l'amélioration du bien-être ressort clairement des perspectives tracées par le VI^e Plan. De 1970 à 1980, la consommation française de produits pétroliers devrait passer de 82 à 175 millions de tonnes; elle représenterait alors 72 % de la consommation totale d'énergie du pays, de telle sorte que chaque Français consommerait en moyenne par an 3,2 tonnes de pétrole à la fin de la décennie.

En 1971, pour une consommation d'énergie, en France, en progression de 4,5 %, les ventes de produits pétroliers se sont accrues de 10 %, atteignant 90 millions de tonnes. Toutefois, la commercialisation s'est effectuée dans un climat bien différent de celui de 1970. Compte tenu du fléchissement des taux de fret du deuxième semestre, la vague de hausse des prix internationaux s'est progressivement amortie; les barèmes officiels ont reflété cette tendance avec un certain décalage du fait des formules de révision des prix en vigueur. Les prix du fuel domestique et du fuel lourd qui s'étaient raffermis, se sont à nouveau affaiblis dans les derniers mois de l'année, marquant ainsi

demande de produits pétroliers en europe en 1971



la fin d'une période difficile où cependant aucune rupture d'approvisionnement n'a été ressentie au niveau du consommateur final. Afin de pourvoir à cette demande et à celle des marchés étrangers, les raffineries françaises ont traité près de 110 millions de tonnes de pétrole brut en 1971 ; selon les prévisions du VI^e Plan, leur capacité de traitement devait s'accroître de plus de 50 millions de tonnes avant la fin de 1975.

Deux phénomènes méritent d'être soulignés. L'un concerne la structure de la demande de produits pétroliers, l'autre celle de l'offre du pétrole brut. Pour la demande, il s'agit de la consommation de fuel domestique dont l'accroissement annuel a été inférieur à celui des années précédentes, cela étant dû dans une certaine mesure à la clémence des températures. Du côté de l'offre, en raison du différend ayant opposé la France et l'Algérie, la part du pétrole saharien dans l'approvisionnement total a été réduite de 26 % à 7 % ; celle du pétrole libyen a également diminué de 17 à 14 %, son coût étant devenu relativement plus élevé que celui des bruts du Moyen-Orient. Par contre, les pétroles du Golfe Persique ont occupé une place prépondérante, représentant 60 % des besoins.

Le programme intensif de construction navale entrepris par l'armement pétrolier français depuis quelques années s'est traduit par un accroissement exceptionnel, de plus de 24 % de la capacité de

transport en 1971. Sept navires d'un port en lourd supérieur à 220 000 tonnes ont été mis en service. Face à cette évolution, les pouvoirs publics, en association avec les autorités portuaires et la profession pétrolière, poursuivent activement l'aménagement des ports susceptibles de recevoir des unités dont la taille ne cesse de croître. Le Havre étudie un projet pour accueillir au cap d'Antifer les pétroliers de 500 000 tonnes ; d'ores et déjà, le port de Fos-sur-Mer peut recevoir des navires de 300 000 tonnes, il en sera de même pour Dunkerque dès 1974. La France aménage ainsi une "façade" maritime unique en Europe ; cet équipement bénéficiera en premier lieu à l'économie nationale et trouvera sans doute un prolongement européen.

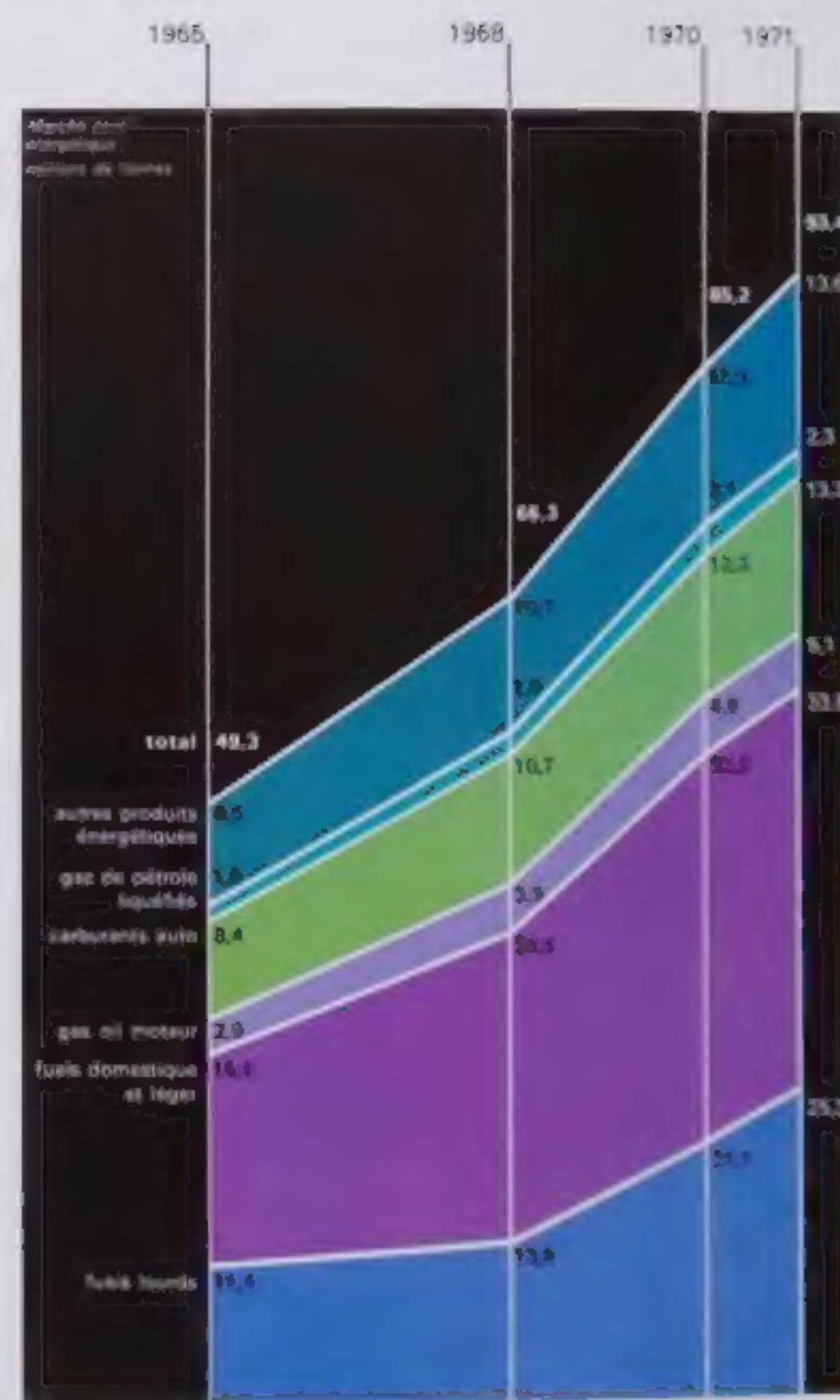
Le rappel des événements qui ont marqué le développement de l'industrie pétrolière en 1971 serait incomplet si l'on ne mentionnait la décision prise par le Gouvernement de créer une nouvelle raffinerie dans la zone de Brest. Cet investissement ne satisfait pas entièrement aux critères de rentabilité économique généralement retenus par la profession. Celle-ci s'est néanmoins inclinée devant le désir des pouvoirs publics et chaque société devrait participer à ce projet en fonction de sa part sur le marché national. Il apparaît toutefois légitime que l'effort financier fourni par la profession pour contribuer au développement régional de la Bretagne soit partagé dans une mesure

évolution des besoins d'énergie primaire en france

Marché de l'énergie



consommation des principaux produits pétroliers en france



ACTIVITES DE LA SOCIETE ET DE SES FILIALES

raisonnable par l'Etat sous forme d'aides financières. L'industrie ayant en effet à faire face à des besoins croissants pour répondre à l'augmentation de la demande doit investir massivement à tous les stades - exploration et production, transports, raffinage et distribution - et par conséquent maintenir une rentabilité à un niveau suffisant pour assurer son autofinancement.

A cet égard, on peut constater le recours croissant et désormais permanent des entreprises pétrolières aux emprunts extérieurs faute de ressources propres suffisantes. Cette situation, aggravée par le niveau encore trop élevé du coût du financement à long terme, conduit à un alourdissement des charges financières de ces entreprises et affecte leurs résultats.

exploration et production esso rep

Le domaine minier d'Esso REP s'est sensiblement accru en 1971 du fait de l'obtention du permis de Brie couvrant 4.400 km² et de l'attribution à une association comprenant C.F.P. (M), S.N.P.A. et Esso REP du permis de Corse maritime d'une superficie de 4.450 km² s'étendant essentiellement sur le sous-sol de la mer au large de la côte orientale de la Corse. Ainsi, à la fin de 1971, les périmètres terrestres et maritimes auxquels Esso REP était intéressée directement ou en association s'étendaient sur environ 26.700 km².

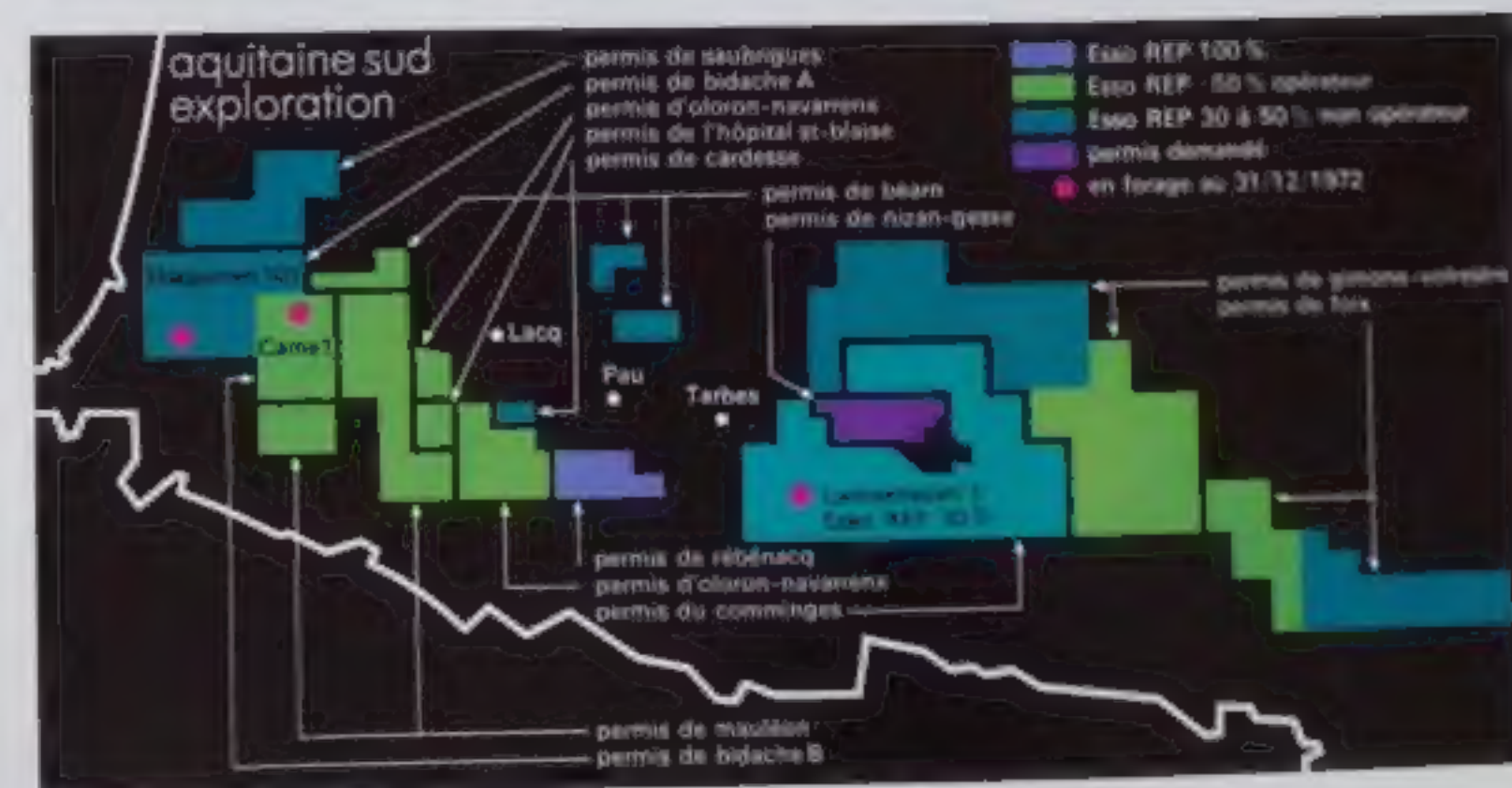
Plusieurs campagnes de prospection géophysique se sont déroulées au sud de l'Aquitaine et dans la vallée du Rhône et en fin d'année, 1.600 km de profils sismiques de grande reconnaissance étaient réalisés sur le périmètre de Corse maritime.

En Aquitaine, les forages des structures profondes de Came et Lannemezan, entrepris en 1970, ont été poursuivis tout au long de l'année et au 31 décembre 1971 approchaient de leurs objectifs, les profondeurs atteintes étant respectivement de 5.300 et 6.000 mètres. A fin 1971, sur la partie occidentale du permis de Bidache, où Esso REP est associée à la S.N.P.A., un nouveau forage - Hasparren 101 - a été entrepris, l'objectif principal se situant également à une profondeur supérieure à 6.000 mètres.

Sur le permis de Cardesse, le puits d'Ucha 1 a été équipé en vue de la mise en exploitation du gisement au 1^{er} janvier 1972. Le débit journalier de production de gaz doit être porté progressivement de 200.000 à 400.000 mètres cubes; cette production est traitée à l'usine de Lacq. Le gisement découvert en 1970 s'étendant hors des limites du périmètre sur lequel Esso REP et S.N.P.A. sont associées, les droits d'Esso REP ont été déterminés à 32 % des réserves de l'ensemble du gisement.

La production nette de pétrole brut d'Esso REP a été de 1,5 million de tonnes en 1971. La diminution par rapport à l'année précédente est de l'ordre de 20 % en raison du déclin naturel du potentiel des gisements, et pour l'année 1972 les prévisions de production se situent à environ 1,2 million de tonnes. Malgré la baisse de production, le chiffre d'affaires d'Esso REP se maintient au niveau de celui de l'année 1970, le prix de ses bruts ayant suivi l'augmentation des cours mondiaux.

intérêts miniers esso rep





Dans les prochaines années, la recherche pétrolière sur le plateau continental français devrait reprendre avec intensité, les principales sociétés travaillant en France ayant déposé en concurrence des demandes de permis dans le golfe de Gascogne, au large du Finistère et dans le golfe du Lion. Esso REP est la première société à avoir manifesté son intérêt dès mars 1967 pour la Manche occidentale.

En raison de l'importance grandissante des recherches en mer et de l'exploration d'horizons de plus en plus profonds, les sociétés pétrolières auront à résoudre des problèmes techniques difficiles nécessitant des travaux coûteux et de longue durée.

Forage de Camille 1 (Pyrénées Atlantiques)



activités industrielles et logistiques

Comme dans les autres raffineries françaises, l'origine des pétroles bruts traités dans les raffineries Esso s'est trouvée sensiblement modifiée en 1971. Du fait de la levée par les pouvoirs publics de l'obligation de reprise des bruts sahariens, ceux-ci n'ont pratiquement plus participé à l'approvisionnement de votre société alors qu'ils représentaient 17,2 % en 1970. Quant aux bruts libyens, leur part a été ramenée de 27,5 à 16 %.

Grâce à la diversité des ressources des groupes Esso et Gulf, l'approvisionnement des raffineries a pu être assuré, les bruts du golfe Persique remplaçant ceux d'origines méditerranéenne et gabonaise. Pour l'année 1971, les achats de pétrole brut de toutes origines se sont élevés à 13,6 millions de tonnes, tonnage à peu près équivalent à celui de l'année précédente.

En raison de la provenance plus lointaine des bruts importés, les besoins de transports maritimes se sont accrus et une partie importante des transports a dû être effectuée par des affrètements de navires à temps et au voyage au prix d'un alourdissement des frais de transport maritime, particulièrement pendant le premier semestre de l'année.

Cette situation doit rapidement s'améliorer car la flotte de votre société vient d'être considérablement renforcée par

la mise en service de deux navires de 250.000 tonnes de port en lourd, construits aux Chantiers de l'Atlantique, l'Esso Bretagne en décembre 1971 et l'Esso Provence en février 1972. D'autres grandes unités sont commandées, livrables en 1973, 1974 et 1975. A cette époque, votre société disposera d'une flotte d'une capacité près de sept fois supérieure à celle de 1968, malgré le retrait progressif des anciennes unités de moyen tonnage.

Dans l'état présent des installations portuaires, chacune des raffineries Esso peut déjà être ravitaillée par des navires de 250.000 tonnes, soit à pleine charge pour les terminaux du Havre et de Fos, soit après allègement pour le terminal du Verdon.

La mutation de la flotte vers des unités de grande taille entraîne une diminution du coût de la tonne transportée. Ce gain de productivité est particulièrement souhaitable pour les navires sous pavillon français, ceux-ci supportant des charges d'exploitation élevées par rapport à la plupart des navires étrangers. Toutefois les possibilités actuelles de certains ports de chargement restreignent l'utilisation exclusive de grands navires.

Le pétrole brut distillé en 1971 dans les raffineries de votre société ainsi que dans la raffinerie d'Hauconcourt en Lorraine s'est élevé à 12,9 millions de tonnes contre 13,5 millions de tonnes l'année précédente. Ce léger fléchissement d'activité, survenant après une progression de 16,2 %



Construction de l'Esso Bretagne à St-Nazaire



Esso et son Esso Provence



1969	1970	1971	Total
10 007	12 613	12 217	
	337		
	729	206	
13			
3 0			
40			
	4 04		
	1 124	14	
		774	
11	3 414	7 363	
534			
3 082			
	1 00	184	
	21 14	7 622	
123			
3 413			
147	242	262	
107	120	672	



Les anciens équipements de la raffinerie de La Mairie de Fos sont actuellement environ 15 000 tonnes par an des mêmes types d'huiles par des procédés plus classiques.

	1969		1970		1971	
moynens	milliers		milliers		milliers	
de transport	en tonnes	%	en tonnes	%	en tonnes	%
pipelines	1 525	22,0	2 256	28,1	2 397	29,0
voies fluviales	1 647	23,8	1 746	21,7	1 930	23,3
voies ferrées	2 255	32,6	2 394	29,8	2 217	26,7
route	1 497	21,6	1 837	20,4	1 741	21,0
total	6 924	100,0	8 033	100,0	8 285	100,0

Les anciens équipements de la raffinerie de La Mairie de Fos sont actuellement environ 15 000 tonnes par an des mêmes types d'huiles par des procédés plus classiques.

Les besoins en stockage de réserve et en stockage saisonnier associé au développement du marché, exigent d'importants programmes d'investissements. A Fos en particulier des installations destinées à la réception de pétrole brut et de produits finis représentant un volume global de 700 000 mètres cubes sont en cours de construction.

Votre société s'intéresse également au stockage souterrain, nettement moins onéreux que les réservoirs conventionnels. Elle participe pour 8,33 % à Géogaz qui a mis en service en septembre 1971 un stockage souterrain de 120 000 mètres cubes de propane à Laverdun. Une participation de 14 % a été également prise dans la Société Géomines Caen qui aménage une cavité de 5 millions de mètres cubes dans l'ancienne mine de fer de May sur Orne.

La réalisation de ce projet permettra à votre société de disposer prochainement d'un stockage de 700 000 mètres cubes de fuel domestique qui sera relié à Port Jérôme par pipeline.

Afin d'assurer le transport des produits finis des raffineries aux dépôts, le développement des réseaux de pipelines se poursuit en France. Les principaux dépôts Esso sont déjà raccordés à ces réseaux et les quantités de produits Esso transportées par pipeline ont doublé en quatre ans. Néanmoins, les transports fluviaux et les principaux pour le fuel lourd, maintiennent leurs positions.

activités commerciales

La menace qui a plané sur la sécurité des approvisionnements au début de l'année 1971 pendant la période de négociation avec les pays producteurs et les augmentations de prix qui ont suivi les accords internationaux ont sensiblement influencé le marché des produits pétroliers.

Dans ce contexte, votre société a mené une politique de sélectivité dans ses opérations commerciales renonçant aux débouchés dont les conditions ne tenaient pas suffisamment compte du nouveau coût de ses approvisionnements et bien que le chiffre d'affaires commercial hors taxes soit en progression de 23,6 %, l'ensemble des tonnes vendues n'a augmenté que de 1 % par rapport à l'année 1970.

Cette politique a été particulièrement marquée dans le domaine des fuels. Le taux de progression du marché français n'a pas été suivi et la position commerciale de votre société n'a été ni pour le fuel domestique que 10,8 % contre 11,9 % en 1970 et pour le fuel lourd vendu à l'industrie 10 % contre 11,3 % l'année précédente.

Pour les carburants auto les ventes sont en progression de 11,9 % et la part de votre société se situe à 15,9 % du marché contre 15,4 % en 1970. Ces résultats ont pu être obtenus dans un secteur très concurrentiel grâce à l'action de modernisation du réseau de distribution ils reflètent également le succès des campagnes promotionnelles.



La Société Viafrance, créée à fin 1970 par l'Entrepri-Compagnon-Bernard et Esso Standard qui possèdent respectivement 55 % et 45 % de son capital, a absorbé la Société Française du Vial et les activités métropolitaines de Viasphalte S.A.

Des opérations juridiques achevées en septembre dernier ont fait de Viafrance l'une des six premières entreprises de travaux routiers françaises et son chiffre d'affaires hors taxes en 1971 s'est élevé à F 158 millions.

Ses activités très diversifiées comportent la fabrication de matériaux enrobés bitumineux et d'émulsions de bitume, la construction de corps de chaussées et l'exécution d'enduits superficiels; elles débordent le cadre des travaux routiers pour s'étendre à des spécialités telles que le revêtement de canaux et de réservoirs hydrauliques.

Viafrance, qui emploie environ 1.800 personnes, dispose de directions régionales à Paris, Nancy, Chalon-sur-Saône, Lyon, Nîmes, Toulouse, Rouen/Lille (Charente), Angers, Quimper.

Parmi les plus importants chantiers réalisés sous sa responsabilité en 1972 figurent plusieurs sections des autoroutes A2 (Paris-Bruxelles), A25 (Lille-Dunkerque), A31 (Metz-Nancy), A3 (Orange-Nîmes) et les revêtements du réservoir E.D.F. de Nevin (Ardennes) et du réservoir Marne pour l'aménagement du bassin de la Seine.

Les approvisionnements de Viafrance en produits pétroliers et notamment en bitumes sont assurés par Esso, qui apporte également à cette filiale l'assistance technique de ses ingénieurs de recherche et de ses spécialistes des bitumes.



À la fin 1971, le premier ESSO TECHNIENTHE a été ouvert à Lille, au nord de la ville, pour servir les véhicules des entreprises et des particuliers. La mise en service de l'Esso Technienthe est prévue dans les mois à venir.

Depuis octobre 1971, près du port de Marseille, le premier Esso Super pour poids lourds (ESN) Super met à la disposition des chauffeurs-marchands des services tels que parking, restaurant, télé-sonnailles de repos et d'habitation.

Depuis octobre 1971, le premier ESSO TECHNIENTHE a été ouvert à Lille, au nord de la ville, pour servir les véhicules des entreprises et des particuliers. La mise en service de l'Esso Technienthe est prévue dans les mois à venir.

Depuis octobre 1971, près du port de Marseille, le premier Esso Super pour poids lourds (ESN) Super met à la disposition des chauffeurs-marchands des services tels que parking, restaurant, télé-sonnailles de repos et d'habitation.



RECHERCHES ET REPERES

En 1971, 17 millions ont été
versés en travaux de recherche

Le budget de la recherche a été
révisé à la hausse. Les travaux
de recherche ont été révisés à la
hauteur de 17 millions.

Le budget de la recherche a été
révisé à la hausse. Les travaux
de recherche ont été révisés à la
hauteur de 17 millions.

Etudes hydrauliques (mises)
en œuvre pour la construction
de la centrale nucléaire de
Fessenheim.

Sommaire des revêtements
des études
de la recherche

Le budget de la recherche a été
révisé à la hausse. Les travaux
de recherche ont été révisés à la
hauteur de 17 millions.

Le budget de la recherche a été
révisé à la hausse. Les travaux
de recherche ont été révisés à la
hauteur de 17 millions.

Le budget de la recherche a été
révisé à la hausse. Les travaux
de recherche ont été révisés à la
hauteur de 17 millions.



Le laboratoire poursuit pour
le compte du Centre de
recherche et de développement
de la recherche hydraulique
et énergétique.

Organisation et relations humaines

TECHNIQUES DE GESTION NOUVELLES

Le budget de la recherche a été
révisé à la hausse. Les travaux
de recherche ont été révisés à la
hauteur de 17 millions.

Le budget de la recherche a été
révisé à la hausse. Les travaux
de recherche ont été révisés à la
hauteur de 17 millions.

Une organisation nouvelle de la
recherche a été mise en place
basée sur la recherche opérationnelle
et la recherche en gestion.
Elle apporte une plus grande
efficacité et une meilleure définition
des tâches. Les activités
administratives de 45 dépôts
ou terminaux ont été regroupées
dans 17 centres de gestion équipés
de calculateurs assurant la
faisabilité et la qualité des études.



L'ordinateur permet également
la gestion des unités de raffinage.
Un système de contrôle par
ordinateur des principales unités
de raffinage a été mis en place
à la raffinerie de Port-Jérôme et sera étendu à la
prévue pour le 1973. Cela
améliorera le rendement et
réduira la consommation
des produits.

A la raffinerie de Port-Jérôme
a été mise en place la unité de raffinage
à la raffinerie de Port-Jérôme et sera étendu à la
prévue pour le 1973. Cela
améliorera le rendement et
réduira la consommation
des produits.

Parallèlement à la mise en place
de ces nouvelles unités, des
études de gestion ont été
effectuées pour améliorer les
procédures de gestion et de
production. Ces études ont
permis de mieux définir les
tâches et de mieux organiser
le travail.

Ces préoccupations ont conduit
à lancer un programme de
recherche opérationnelle visant
à évaluer rapidement l'impact de
modifications d'hypothèses sur
les prévisions et leur conséquent
à améliorer la gestion
prévisionnelle intégrée de
l'entreprise.



RELATIONS SOCIALES

La politique sociale de
concentration, déjà engagée par
les pouvoirs publics en 1970
s'est poursuivie en 1971 par des
études importantes dans
les domaines de la formation
du personnel et des conventions
collectives.

Votre société, comme la profession
pétrolière, a poursuivi son action
dans le même sens
en vue notamment d'harmoniser

Le budget de la recherche a été
révisé à la hausse. Les travaux
de recherche ont été révisés à la
hauteur de 17 millions.

Le budget de la recherche a été
révisé à la hausse. Les travaux
de recherche ont été révisés à la
hauteur de 17 millions.

1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100. 101. 102. 103. 104. 105. 106. 107. 108. 109. 110. 111. 112. 113. 114. 115. 116. 117. 118. 119. 120. 121. 122. 123. 124. 125. 126. 127. 128. 129. 130. 131. 132. 133. 134. 135. 136. 137. 138. 139. 140. 141. 142. 143. 144. 145. 146. 147. 148. 149. 150. 151. 152. 153. 154. 155. 156. 157. 158. 159. 160. 161. 162. 163. 164. 165. 166. 167. 168. 169. 170. 171. 172. 173. 174. 175. 176. 177. 178. 179. 180. 181. 182. 183. 184. 185. 186. 187. 188. 189. 190. 191. 192. 193. 194. 195. 196. 197. 198. 199. 200. 201. 202. 203. 204. 205. 206. 207. 208. 209. 210. 211. 212. 213. 214. 215. 216. 217. 218. 219. 220. 221. 222. 223. 224. 225. 226. 227. 228. 229. 230. 231. 232. 233. 234. 235. 236. 237. 238. 239. 240. 241. 242. 243. 244. 245. 246. 247. 248. 249. 250. 251. 252. 253. 254. 255. 256. 257. 258. 259. 260. 261. 262. 263. 264. 265. 266. 267. 268. 269. 270. 271. 272. 273. 274. 275. 276. 277. 278. 279. 280. 281. 282. 283. 284. 285. 286. 287. 288. 289. 290. 291. 292. 293. 294. 295. 296. 297. 298. 299. 300. 301. 302. 303. 304. 305. 306. 307. 308. 309. 310. 311. 312. 313. 314. 315. 316. 317. 318. 319. 320. 321. 322. 323. 324. 325. 326. 327. 328. 329. 330. 331. 332. 333. 334. 335. 336. 337. 338. 339. 340. 341. 342. 343. 344. 345. 346. 347. 348. 349. 350. 351. 352. 353. 354. 355. 356. 357. 358. 359. 360. 361. 362. 363. 364. 365. 366. 367. 368. 369. 370. 371. 372. 373. 374. 375. 376. 377. 378. 379. 380. 381. 382. 383. 384. 385. 386. 387. 388. 389. 390. 391. 392. 393. 394. 395. 396. 397. 398. 399. 400. 401. 402. 403. 404. 405. 406. 407. 408. 409. 410. 411. 412. 413. 414. 415. 416. 417. 418. 419. 420. 421. 422. 423. 424. 425. 426. 427. 428. 429. 430. 431. 432. 433. 434. 435. 436. 437. 438. 439. 440. 441. 442. 443. 444. 445. 446. 447. 448. 449. 450. 451. 452. 453. 454. 455. 456. 457. 458. 459. 460. 461. 462. 463. 464. 465. 466. 467. 468. 469. 470. 471. 472. 473. 474. 475. 476. 477. 478. 479. 480. 481. 482. 483. 484. 485. 486. 487. 488. 489. 490. 491. 492. 493. 494. 495. 496. 497. 498. 499. 500. 501. 502. 503. 504. 505. 506. 507. 508. 509. 510. 511. 512. 513. 514. 515. 516. 517. 518. 519. 520. 521. 522. 523. 524. 525. 526. 527. 528. 529. 530. 531. 532. 533. 534. 535. 536. 537. 538. 539. 540. 541. 542. 543. 544. 545. 546. 547. 548. 549. 550. 551. 552. 553. 554. 555. 556. 557. 558. 559. 560. 561. 562. 563. 564. 565. 566. 567. 568. 569. 570. 571. 572. 573. 574. 575. 576. 577. 578. 579. 580. 581. 582. 583. 584. 585. 586. 587. 588. 589. 590. 591. 592. 593. 594. 595. 596. 597. 598. 599. 600. 601. 602. 603. 604. 605. 606. 607. 608. 609. 610. 611. 612. 613. 614. 615. 616. 617. 618. 619. 620. 621. 622. 623. 624. 625. 626. 627. 628. 629. 630. 631. 632. 633. 634. 635. 636. 637. 638. 639. 640. 641. 642. 643. 644. 645. 646. 647. 648. 649. 650. 651. 652. 653. 654. 655. 656. 657. 658. 659. 660. 661. 662. 663. 664. 665. 666. 667. 668. 669. 670. 671. 672. 673. 674. 675. 676. 677. 678. 679. 680. 681. 682. 683. 684. 685. 686. 687. 688. 689. 690. 691. 692. 693. 694. 695. 696. 697. 698. 699. 700. 701. 702. 703. 704. 705. 706. 707. 708. 709. 710. 711. 712. 713. 714. 715. 716. 717. 718. 719. 720. 721. 722. 723. 724. 725. 726. 727. 728. 729. 730. 731. 732. 733. 734. 735. 736. 737. 738. 739. 740. 741. 742. 743. 744. 745. 746. 747. 748. 749. 750. 751. 752. 753. 754. 755. 756. 757. 758. 759. 760. 761. 762. 763. 764. 765. 766. 767. 768. 769. 770. 771. 772. 773. 774. 775. 776. 777. 778. 779. 780. 781. 782. 783. 784. 785. 786. 787. 788. 789. 790. 791. 792. 793. 794. 795. 796. 797. 798. 799. 800. 801. 802. 803. 804. 805. 806. 807. 808. 809. 810. 811. 812. 813. 814. 815. 816. 817. 818. 819. 820. 821. 822. 823. 824. 825. 826. 827. 828. 829. 830. 831. 832. 833. 834. 835. 836. 837. 838. 839. 840. 841. 842. 843. 844. 845. 846. 847. 848. 849. 850. 851. 852. 853. 854. 855. 856. 857. 858. 859. 860. 861. 862. 863. 864. 865. 866. 867. 868. 869. 870. 871. 872. 873. 874. 875. 876. 877. 878. 879. 880. 881. 882. 883. 884. 885. 886. 887. 888. 889. 890. 891. 892. 893. 894. 895. 896. 897. 898. 899. 900. 901. 902. 903. 904. 905. 906. 907. 908. 909. 910. 911. 912. 913. 914. 915. 916. 917. 918. 919. 920. 921. 922. 923. 924. 925. 926. 927. 928. 929. 930. 931. 932. 933. 934. 935. 936. 937. 938. 939. 940. 941. 942. 943. 944. 945. 946. 947. 948. 949. 950. 951. 952. 953. 954. 955. 956. 957. 958. 959. 960. 961. 962. 963. 964. 965. 966. 967. 968. 969. 970. 971. 972. 973. 974. 975. 976. 977. 978. 979. 980. 981. 982. 983. 984. 985. 986. 987. 988. 989. 990. 991. 992. 993. 994. 995. 996. 997. 998. 999. 1000.

La formation du personnel s'adresse à tous les salariés de l'entreprise.

Le programme de formation d'analyse économique en trois types d'actions :

1. En premier lieu, une formation technique largement développée contribue au perfectionnement dans le métier. L'accent a été mis en particulier sur l'amélioration des connaissances techniques des ouvriers et 20 % d'entre eux ont bénéficié d'une telle action en 1971.

2. Au-delà de la formation technique, la vie professionnelle requiert une formation générale des humains, notamment pour ceux qui exercent une responsabilité de commandement. C'est pourquoi un double programme pour l'aménagement d'une part, pour l'ensemble du personnel d'autre part, a été mis en place.

3. Des actions d'initiation à l'économie, à l'information et au travail de groupe ont été organisées à l'intention de toutes les catégories de personnel. De plus, les ouvriers bénéficient de stages d'un niveau plus élevé, conduisant à la gestion économique, à l'information, aux problèmes humains, à l'information, à l'expression orale. Un cycle de formation à la gestion et à l'animation donne également aux agents de maîtrise et aux cadres la possibilité d'approfondir les problèmes de commandement.

En outre, l'investissement et l'évolution des connaissances requises impliquent un effort continu d'entretien et de formation personnelle en vue de faciliter l'adaptation et la mobilité du personnel dans l'entreprise.

La création de trois centres de formation à Bordeaux, Rouen et Marseille permet de disposer des moyens nécessaires pour réaliser l'ensemble de ces actions. Les techniques pédagogiques utilisées dans ces centres ont évolué et font de plus en plus appel à la participation active des stagiaires et aux techniques audio-visuelles.

En 1971, les actions de formation ont représenté 1,45 % du temps de travail et 2,47 % de la masse salariale : 26 % des salariables de la société en ont bénéficié. Cet effort va au-delà des obligations légales. Rappelons en effet que selon la nouvelle législation, les sommes consacrées à la formation doivent être égales à partir de 1972 à 0,30 % des salaires versés et pour les entreprises soumises à un taux croissant qui atteindra 2 % en 1975.

Esso Standard entend poursuivre son effort dans ce domaine et il informe en effet le personnel et l'ensemble de l'entreprise.



Image d'information et de formation

1. Pour les salariés de l'entreprise, la formation est une obligation légale. Elle est définie par la loi n° 1117 du 13 octobre 1971 relative à la formation professionnelle.

La loi n° 1117 du 13 octobre 1971 relative à la formation professionnelle définit les obligations des entreprises et des salariés. Elle prévoit notamment que les entreprises doivent consacrer une partie de leur masse salariale à la formation de leur personnel.

La loi n° 1117 du 13 octobre 1971 relative à la formation professionnelle prévoit également que les salariés ont le droit de bénéficier d'une formation professionnelle pendant leur temps de travail.

Pour l'entreprise, les dépenses de formation sont déductibles de l'impôt sur les sociétés. Elles sont également prises en compte pour le calcul de la contribution à la formation professionnelle.

Cette loi a été complétée par la loi n° 1118 du 13 octobre 1971 relative à la formation professionnelle. Elle définit les modalités de mise en œuvre de la formation professionnelle.

Ce droit de formation a fait l'objet d'un décret n° 1119 du 13 octobre 1971. Les années 1970 à 1972 ont été marquées par une mise en œuvre des obligations syndicales d'Esso Standard et d'Esso REP.

Le droit de formation est défini par la loi n° 1117 du 13 octobre 1971 relative à la formation professionnelle. Il prévoit que les entreprises doivent consacrer une partie de leur masse salariale à la formation de leur personnel.

La loi n° 1117 du 13 octobre 1971 relative à la formation professionnelle définit également les obligations des salariés. Elle prévoit que les salariés ont le droit de bénéficier d'une formation professionnelle pendant leur temps de travail.

La loi n° 1117 du 13 octobre 1971 relative à la formation professionnelle prévoit également que les entreprises doivent consacrer une partie de leur masse salariale à la formation de leur personnel.

La loi n° 1117 du 13 octobre 1971 relative à la formation professionnelle définit également les modalités de mise en œuvre de la formation professionnelle.

Pour les entreprises, les dépenses de formation sont déductibles de l'impôt sur les sociétés. Elles sont également prises en compte pour le calcul de la contribution à la formation professionnelle.



Image d'information et de formation

La loi n° 1117 du 13 octobre 1971 relative à la formation professionnelle définit les obligations des entreprises et des salariés. Elle prévoit notamment que les entreprises doivent consacrer une partie de leur masse salariale à la formation de leur personnel.

La loi n° 1117 du 13 octobre 1971 relative à la formation professionnelle définit également les obligations des salariés. Elle prévoit que les salariés ont le droit de bénéficier d'une formation professionnelle pendant leur temps de travail.

Cette loi a été complétée par la loi n° 1118 du 13 octobre 1971 relative à la formation professionnelle. Elle définit les modalités de mise en œuvre de la formation professionnelle.

Finances

Quatre les principales finis de Esso REP

| Finis | 1968 | 1969 | 1970 |
|-------------------|-------|-------|-------|
| 1. Amortissements | 1.200 | 1.250 | 1.300 |
| 2. Provisions | 1.100 | 1.150 | 1.200 |
| 3. Réserves | 1.000 | 1.050 | 1.100 |
| 4. Dividendes | 900 | 950 | 1.000 |
| Total | 4.200 | 4.400 | 4.600 |

Les renseignements concernant les activités de ces finis figurent dans les commentaires financiers qui complètent ce rapport.

Données financières

Les données financières de Esso REP sont présentées dans les tableaux suivants. Les données de 1968 sont relatives à l'exercice 1968, les données de 1969 et 1970 sont relatives à l'exercice 1969.

| Données | 1968 | 1969 | 1970 |
|-------------------|-------|-------|-------|
| 1. Amortissements | 1.200 | 1.250 | 1.300 |
| 2. Provisions | 1.100 | 1.150 | 1.200 |
| 3. Réserves | 1.000 | 1.050 | 1.100 |
| 4. Dividendes | 900 | 950 | 1.000 |
| Total | 4.200 | 4.400 | 4.600 |

Les données financières de Esso REP sont présentées dans les tableaux suivants. Les données de 1968 sont relatives à l'exercice 1968, les données de 1969 et 1970 sont relatives à l'exercice 1969.

à l'achèvement de la construction de l'Esso Bretagne et de l'Esso Provence.

Ces deux navires ont été largement financés par des crédits à long et moyen terme alloués à l'industrie nationale pour lui permettre d'assurer une partie de ses approvisionnements sous pavillon français.

Le financement à long terme, reste pratiquement stable sur la période 1968-1970, s'est accru sensiblement en 1971, accompagnant en cela l'évolution observée dans le reste de la profession ces dernières années, mais reflétant uniquement le financement du programme naval. Votre société dispose toujours d'une marge substantielle de financement externe à laquelle il est prévu qu'elle recourra pour assurer le financement du programme naval.

Le financement à court terme, reste également stable sur la période 1968-1970, s'est accru sensiblement en 1971, accompagnant en cela l'évolution observée dans le reste de la profession ces dernières années, mais reflétant uniquement le financement du programme naval. Votre société dispose toujours d'une marge substantielle de financement externe à laquelle il est prévu qu'elle recourra pour assurer le financement du programme naval.

Résultats

Les comptes de résultats et le bilan, établis au 31 décembre 1971, vous sont présentés en annexe.

| | |
|---|-----------------|
| Il s'agit d'appareiller un bénéfice de | F 68,7 millions |
| auquel s'ajoute le report à nouveau de l'exercice précédent | F 3,4 millions |
| Total disponible | F 72,1 millions |

| | |
|--|-----------------|
| Il vous sera proposé de leur donner l'affectation suivante | |
| - Réserve légale | F 3,4 millions |
| - Réserve générale | F 18,0 millions |
| - Dividende | F 47,7 millions |
| - Report à nouveau | F 3,0 millions |
| Total | F 72,1 millions |

Pour chacune des 11 917 960 actions de F 50 de nominal, le dividende net ressort à F 4, auquel s'ajoute l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de F 2, soit un revenu global de F 6.

| Exercice | Nombre d'actions | Dividende net par action | Avoir fiscal | Revenu global |
|----------|------------------|--------------------------|--------------|---------------|
| 1968 | 11 913 800 | 3,75 | 1,875 | 5 625 |
| 1969 | 11 917 960 | 3,75 | 1,875 | 5 625 |
| 1970 | 11 917 960 | 4,00 | 2,00 | 6 000 |

Conformément aux dispositions légales, nous vous rappelons le montant des distributions des trois derniers exercices.

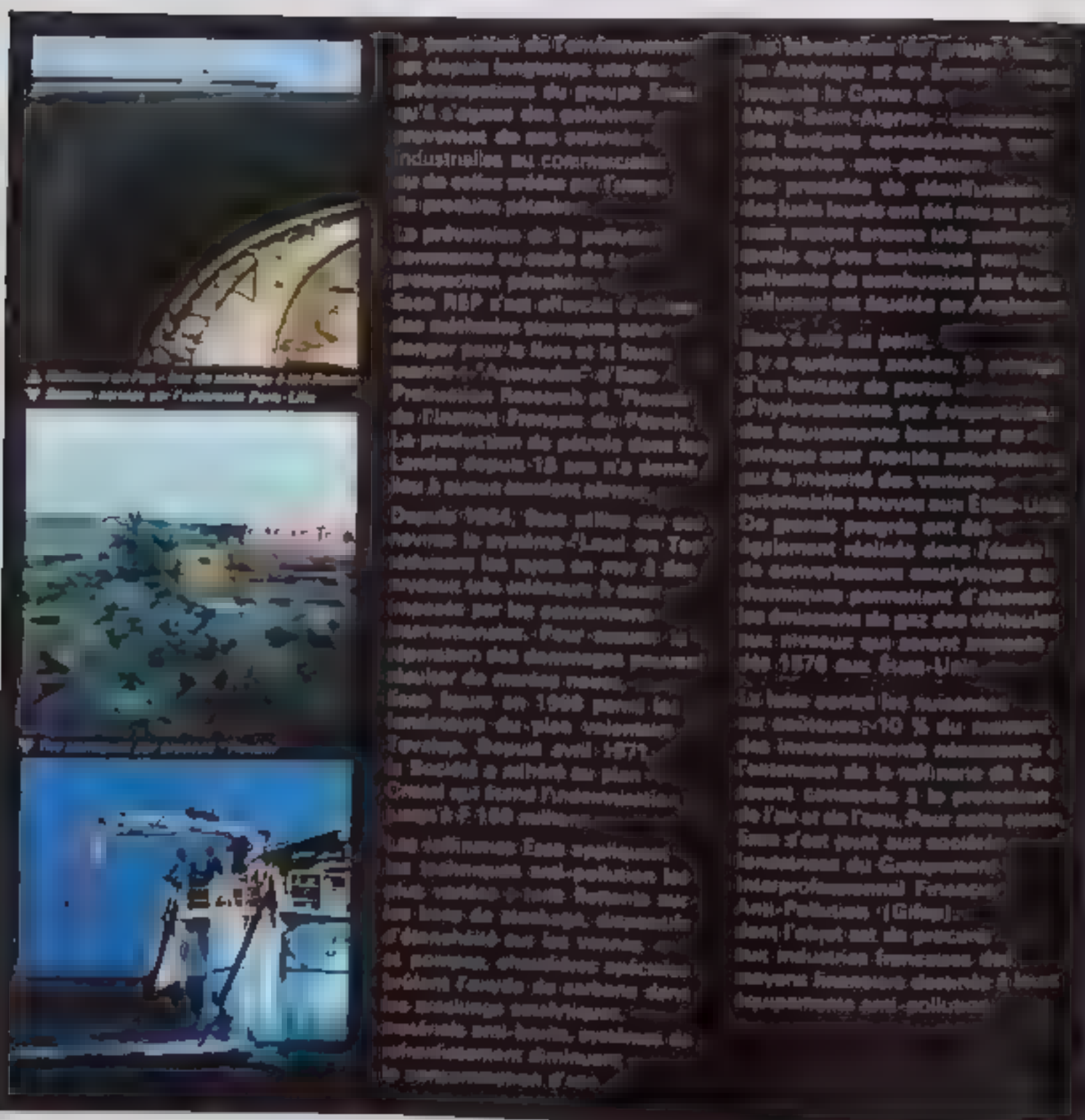
Le montant des distributions est de F 47,7 millions, soit F 4 par action, auquel s'ajoute l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de F 2, soit un revenu global de F 6.

Le montant des distributions est de F 47,7 millions, soit F 4 par action, auquel s'ajoute l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de F 2, soit un revenu global de F 6.

M. Auguste Schlegel, qui fut l'un des artisans de la création et du développement du raffinage de votre société et administrateur depuis 1967, nous a fait part de son désir de quitter la société.

M. Auguste Schlegel, qui fut l'un des artisans de la création et du développement du raffinage de votre société et administrateur depuis 1967, nous a fait part de son désir de quitter la société.

M. Auguste Schlegel, qui fut l'un des artisans de la création et du développement du raffinage de votre société et administrateur depuis 1967, nous a fait part de son désir de quitter la société.



La protection de l'environnement est depuis longtemps une des préoccupations du groupe Esso, qu'il s'agisse des pollutions provoquées par ses services industriels ou commerciaux ou de celles créées par l'usage de produits pétroliers.

La prévention de la pollution commence au stade de la prospection pétrolière. Esso R&P s'est efforcée d'élaborer des méthodes toujours plus sûres pour la flore et la faune marines. "Aquapulse" d'Esso Production Research et "Flounder" de Research France du Pétrole. La production de pétrole dans les Landes depuis 18 ans n'a donné lieu à aucun incident sérieux.

Depuis 1964, Esso utilise son savoir-faire pour le système "Land on Top" permettant les rochers en mer à des travaux très intéressants à son profit par les conventions internationales. Pour assurer la réparation des dommages pouvant résulter de marées noires, Esso figure en 1968 parmi les fondateurs du plan national "Evolet". Depuis avril 1971, la Société a adhéré au plan "Oréal" qui prévoit l'indemnisation jusqu'à F 100 millions.

Les raffineries Esso appliquent les techniques anti-pollution les plus variées : traitement sur les bords de stockage, dépoussiérage d'entrée sur les vannes et pompes, chauffage spécifique brûlant l'oxyde de carbone dans les moteurs auxiliaires, systèmes de refroidissement diminuant la consommation d'eau.

Les laboratoires du groupe Esso en Amérique et en Europe ont développé la Gamme de Mem-Saint-Aignan - concentrant des budgets considérables sur recherches anti-pollution des produits de raffinage. Les tests lourds ont été mis au point mais restent encore très nombreux car une technique nouvelle de combustion des fuels polluants est étudiée en Angleterre.

Esso a mis au point, il y a quelques années, le principe d'un limiteur de pertes d'hydrocarbures par évaporation des équipements basés sur ce principe sont montés actuellement sur la majorité des voitures automobiles neuves aux Etats-Unis. De grands progrès ont été également réalisés dans l'étude de convertisseurs catalytiques au chimique permettant d'abaisser les émissions de gaz des véhicules au niveau qui seront imposés dès 1976 aux Etats-Unis.

La lutte contre les nuisances par ailleurs 10 % du montant des investissements est consacré à l'extension de la raffinerie de Fos devant concourir à la protection de l'air et de l'eau. Pour cette raison, Esso s'est joint aux sociétés fondatrices du Groupement Interprofessionnel Français Anti-Pollution (GIFAP) dont l'objet est de protéger l'industrie française des nuisances financières découlant de leur équipement anti-pollution.

L'exercice 1971 a été caractérisé par :

- une augmentation sensible des dépenses d'immobilisations par rapport à 1970
- une légère diminution du cash flow et du résultat net
- une amélioration relative du fonds de roulement

LES BESOINS DE FONDS ET LEURS MOYENS DE FINANCEMENT

a/ besoins de fonds

Mis à part le dividende versé en 1971 - F 47,7 millions - et une augmentation de F 10,3 millions du fonds de roulement l'essentiel des besoins de trésorerie a été comblé par les dépenses d'immobilisations.

L'effort important d'investissements se traduit par une augmentation de ces dépenses de 58,6 sur celles de l'année 1970. Elles s'analysent comme suit :

| Millions de francs | 1967 | 1968 | 1969 | 1970 | 1971 |
|--------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Raffinage et laboratoires | 89,7 | 50,1 | 95,7 | 85,0 | 97,7 |
| Dépédiction et transports intérieurs | 73,6 | 51,7 | 70,8 | 131,2 | 110,3 |
| Transports maritimes | 0,5 | 62,2 | 29,8 | 43,4 | 171,3 |
| Administration | 1,5 | 0,5 | 13,1 | 3,1 | 4,4 |
| | 165,3 | 163,5 | 209,4 | 242,7 | 383,7 |

Les dépenses de raffinage ont concerné principalement le début des travaux d'extension de la raffinerie de Fos.

Les dépenses de distribution ont porté, comme les années précédentes, sur l'extension et la modernisation du réseau de stations service ainsi que sur la construction de nouveaux dépôts.

Les dépenses consacrées aux transports maritimes, en très nette augmentation sur les années passées, ont concerné l'achèvement de l'Esso Bretagne et de l'Esso Provence actuellement en service, ainsi que la construction en cours de nouveaux super pétroliers de la classe des 250 000 tonnes.

b/ moyens de financement

1 CASH FLOW

Le "cash flow" de l'exercice s'élève à F 264,6 millions en diminution de F 9,4 millions sur celui de 1970.

Il comprend les dotations suivantes :

- F 164,5 millions aux comptes d'amortissements, contre 162,5 en 1970.

- F 4,8 millions aux comptes de provisions pour dépréciation du portefeuille.

- F 35,3 millions aux comptes de provisions hors amortissements ou dépréciations, pour fluctuation des cours à 12,5 et provision pour dépréciation à 8.

Compte tenu par ailleurs d'une petite augmentation de charges financières, le résultat net s'élève à F 264,6 millions, contre F 274 millions en 1970.

2 AUTRES RESSOURCES INTERNES

Elles sont constituées par la valeur nette des immobilisations vendues ou retirées de l'actif, qui s'élève à F 10 millions.

La diminution des stocks et des investissements se traduit par un gain de 14 millions des autres ressources internes.

Il s'agit d'une réduction des stocks et avances à long terme accordées à Esso France, de 13,6 millions et des sociétés de la Raffinerie de Fos, de 15 millions.



| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
|---|--------|-------|--------|-------|--------|
| Chiffre d'affaires commercial hors taxes | 2073.4 | 100.0 | 2534.6 | 100.0 | 3137.0 |
| Chiffre d'affaires commercial
taxe comprise hors T V A | 3941.7 | | 4562.7 | | 5164.6 |
| Chiffre d'affaires hors taxes | 2698.9 | | 3454.8 | | 4062.9 |
| Chiffre d'affaires taxe comprise hors T V A | 4568.9 | | 5456.4 | | 6319.2 |

COMPTES

Le fonds de roulement, qui se situe à F 42 millions au 31 décembre 1969, a augmenté de F 14 millions au cours de l'exercice. Cette augmentation a analysé de la façon suivante :

A AUGMENTATION DE L'ACTIF COURANT DE F 14 MILLIONS

1 Valeurs d'exploitation : l'ensemble des ventes et autres recettes hors T.V.A. de l'exercice a augmenté de 23,6 % du volume du chiffre d'affaires des produits finis.

2 Valeurs réalisables à court terme et disponibles : l'ensemble des valeurs réalisables à court terme et disponibles a augmenté de 12,1 % du volume du chiffre d'affaires des produits finis.

3 Valeurs disponibles à long terme : l'ensemble des valeurs disponibles à long terme a augmenté de 10,1 % du volume du chiffre d'affaires des produits finis.

B AUGMENTATION DU PASSIF : l'ensemble des valeurs disponibles à long terme a augmenté de 10,1 % du volume du chiffre d'affaires des produits finis.

C Le résultat d'exploitation ressort à F 125,1 millions contre F 139,6 millions l'année précédente. Le dividende net reçu d'Esso REP entrant dans ce résultat pour F 47,8 millions.

LES RESULTATS DE L'EXERCICE

1 L'ensemble des ventes et autres recettes hors T.V.A. de 1971 a atteint F 6 720 millions contre F 5 588 millions en 1970.

Le chiffre d'affaires commercial hors taxes se compare de la façon suivante :

en 1971 : F 3 133 millions pour 13 770 milliers de tonnes
en 1970 : F 2 534,6 millions pour 11 625 milliers de tonnes
soit d'une année à l'autre une augmentation de 1 % des tonnages pour une augmentation supérieure des valeurs, 23,6 %, conséquence des hausses de prix intervenues en 1971.

2 Le coût des ventes, ainsi que les frais de fabrication d'exploitation et de gestion déduction faite des charges non imputables à l'exploitation de l'exercice, se sont élevés à F 6 595 millions contre F 5 449 millions en 1970 soit un accroissement substantiel résultant notamment de l'augmentation du coût des approvisionnements en pétrole brut. En outre, les charges de l'année 1971 comprennent :

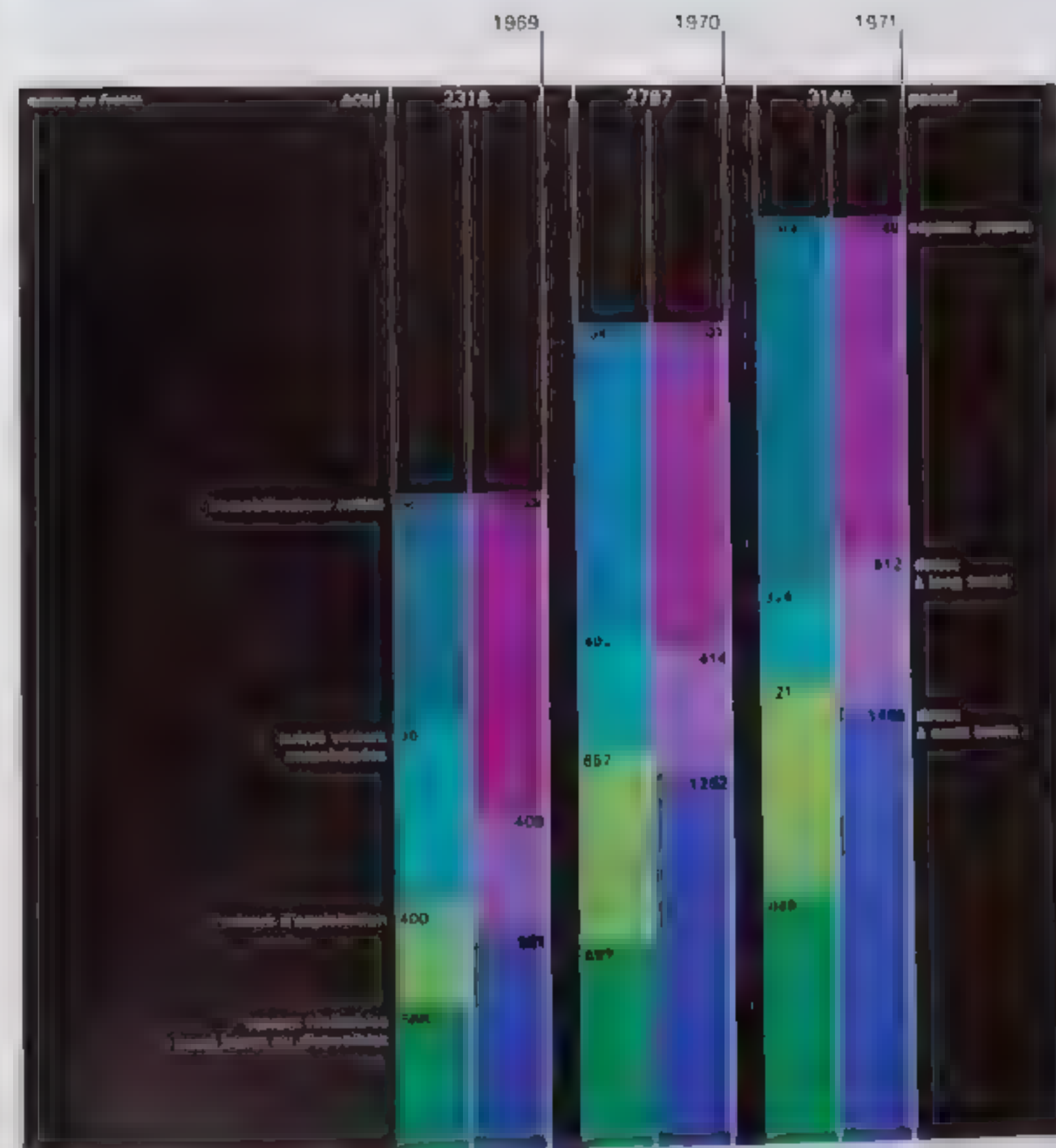
F 105,8 millions de frais financiers contre 84,3 en 1970.

F 154,5 millions d'amortissements contre 162,5 en 1970.

3 Le résultat d'exploitation ressort à F 125,1 millions contre F 139,6 millions l'année précédente. Le dividende net reçu d'Esso REP entrant dans ce résultat pour F 47,8 millions.

4 Le compte de Pertes et Profits a notamment enregistré cette année une dotation complémentaire de F 32,5 millions à la Provision pour fluctuation des cours.

Finalement, le profit net de l'année a été élevé à F 68,7 millions légèrement inférieur à celui de 1970 qui était de F 71,5 millions.



| | 1967 | 1968 | 1969 | 1970 | 1971 |
|-------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|
| A Immobilisations | 1 927 | 2 050 | 2 317 | 2 507 | 2 812 |
| B | 1 761 | 1 864 | 2 112 | 2 367 | 2 641 |
| C | 763 | 781 | 885 | 1 041 | 1 253 |
| D | 510 | 611 | 607 | 672 | 724 |
| E ACTIF IMMOBILISÉ (C + D) | 1 273 | 1 397 | 1 352 | 1 443 | 1 577 |
| F | 214 | 311 | 416 | 557 | 711 |
| G | 449 | 470 | 502 | 617 | 848 |
| H ACTIF CIRCULANT (F + G) | 763 | 831 | 966 | 1 354 | 1 589 |
| I ACTIF TOTAL (E + H) | 2 028 | 2 228 | 2 318 | 2 797 | 3 146 |
| J | 618 | 714 | 734 | 711 | 718 |
| K | 314 | 411 | 414 | 414 | 512 |
| L | 644 | 743 | 881 | 1 282 | 1 496 |
| M PASSIF TOTAL (J + K + L) | 2 028 | 2 228 | 2 318 | 2 797 | 3 146 |
| N | 59 | 88 | 86 | 2 | 83 |
| O (taxes comprises, hors TVA) | 3 179 | 3 629 | 3 942 | 4 563 | 5 339 |
| P | 1 086 | 1 912 | 2 111 | 2 515 | 3 118 |
| P RESULTATS NETS | 48 | 58 | 76 | 72 | 69 |
| Q CASH FLOW | 186 | 215 | 211 | 274 | 265 |

| | | | | | | |
|---------------|---|------|------|------|------|------|
| 1 Liquidité | M | 1,09 | 1,12 | 1,10 | 1,06 | 1,06 |
| 2 | P | 1,51 | 1,17 | 1,43 | 1,58 | 1,29 |
| 3 | P | 2,85 | 3,02 | 3,66 | 2,82 | 2,21 |
| 4 Endettement | K | 1,69 | 1,91 | 1,93 | 1,51 | 1,93 |
| 5 | D | 4,72 | 5,46 | 7,39 | 6,50 | 6,00 |

1 Situation financière en fin d'exercice

| | | | | | |
|-------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| a) Situation financière | 1 927 000 | 2 050 000 | 2 317 000 | 2 507 000 | 2 812 000 |
| b) Situation financière | 1 761 000 | 1 864 000 | 2 112 000 | 2 367 000 | 2 641 000 |
| c) Situation financière | 763 000 | 781 000 | 885 000 | 1 041 000 | 1 253 000 |
| d) Situation financière | 510 000 | 611 000 | 607 000 | 672 000 | 724 000 |

2 Résultat global des opérations affectées

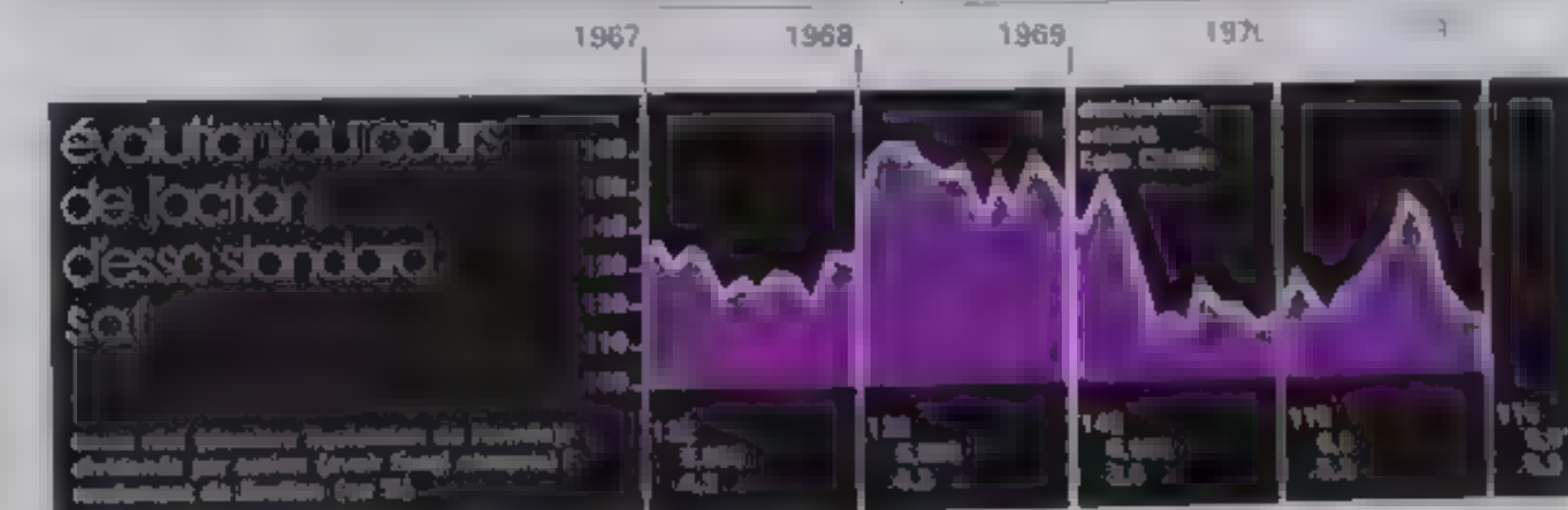
| | | | | | |
|--|-------------|-------------|-------------|------------|------------|
| a) Résultat global des opérations affectées | 2 028 000 | 2 228 000 | 2 318 000 | 2 797 000 | 3 146 000 |
| b) Résultat global des opérations affectées | 187 484 505 | 230 112 000 | 238 728 717 | 1 087 000 | 2 000 000 |
| c) Résultat global des opérations affectées | 16 238 | 12 776 698 | 16 530 514 | 32 947 334 | 29 473 59 |
| d) Bénéfices après impôt, amortissements et provisions | 48 035 832 | 58 301 252 | 76 399 776 | 71 521 642 | 88 895 124 |
| e) Montant des bénéfices affectés | 44 112 711 | 41 000 000 | 41 000 000 | 47 000 000 | 57 000 000 |

3 Résultat des opérations réduit à une seule action

| | | | | | |
|--|-------|-------|-------|-------|-------|
| a) Résultat des opérations réduit à une seule action | 15 72 | 18 24 | 17 00 | 17 00 | 17 00 |
| b) Résultat des opérations réduit à une seule action | 4 00 | 4 00 | 4 00 | 4 00 | 4 00 |
| c) Résultat des opérations réduit à une seule action | 5 00 | 5 00 | 5 00 | 5 00 | 5 00 |

4 Personnel

| | | | | | |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| a) Nombre de salariés | 5 870 | 6 100 | 6 300 | 6 300 | 6 300 |
| b) Montant de la masse salariale | 145 635 000 | 149 606 000 | 155 128 000 | 172 347 000 | 190 500 000 |
| c) Montant des cotisations sociales (Sécurité Sociale, œuvres sociales, etc.) | 68 179 000 | 72 028 000 | 91 148 000 | 100 797 000 | 108 500 000 |



foies

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE
LE LA PRAIRIE
S.P.A.

39 45 54 64 74 84
 94 104 114 124 134
 144 154 164 174 184
 194 204 214 224 234
 244 254 264 274 284
 294 304 314 324 334
 344 354 364 374 384
 394 404 414 424 434
 444 454 464 474 484
 494 504 514 524 534
 544 554 564 574 584
 594 604 614 624 634
 644 654 664 674 684
 694 704 714 724 734
 744 754 764 774 784
 794 804 814 824 834
 844 854 864 874 884
 894 904 914 924 934
 944 954 964 974 984
 994 1004 1014 1024 1034
 1044 1054 1064 1074 1084
 1094 1104 1114 1124 1134
 1144 1154 1164 1174 1184
 1194 1204 1214 1224 1234
 1244 1254 1264 1274 1284
 1294 1304 1314 1324 1334
 1344 1354 1364 1374 1384
 1394 1404 1414 1424 1434
 1444 1454 1464 1474 1484
 1494 1504 1514 1524 1534
 1544 1554 1564 1574 1584
 1594 1604 1614 1624 1634
 1644 1654 1664 1674 1684
 1694 1704 1714 1724 1734
 1744 1754 1764 1774 1784
 1794 1804 1814 1824 1834
 1844 1854 1864 1874 1884
 1894 1904 1914 1924 1934
 1944 1954 1964 1974 1984
 1994 2004 2014 2024 2034
 2044 2054 2064 2074 2084
 2094 2104 2114 2124 2134
 2144 2154 2164 2174 2184
 2194 2204 2214 2224 2234
 2244 2254 2264 2274 2284
 2294 2304 2314 2324 2334
 2344 2354 2364 2374 2384
 2394 2404 2414 2424 2434
 2444 2454 2464 2474 2484
 2494 2504 2514 2524 2534
 2544 2554 2564 2574 2584
 2594 2604 2614 2624 2634
 2644 2654 2664 2674 2684
 2694 2704 2714 2724 2734
 2744 2754 2764 2774 2784
 2794 2804 2814 2824 2834
 2844 2854 2864 2874 2884
 2894 2904 2914 2924 2934
 2944 2954 2964 2974 2984
 2994 3004 3014 3024 3034
 3044 3054 3064 3074 3084
 3094 3104 3114 3124 3134
 3144 3154 3164 3174 3184
 3194 3204 3214 3224 3234
 3244 3254 3264 3274 3284
 3294 3304 3314 3324 3334
 3344 3354 3364 3374 3384
 3394 3404 3414 3424 3434
 3444 3454 3464 3474 3484
 3494 3504 3514 3524 3534
 3544 3554 3564 3574 3584
 3594 3604 3614 3624 3634
 3644 3654 3664 3674 3684
 3694 3704 3714 3724 3734
 3744 3754 3764 3774 3784
 3794 3804 3814 3824 3834
 3844 3854 3864 3874 3884
 3894 3904 3914 3924 3934
 3944 3954 3964 3974 3984
 3994 4004 4014 4024 4034
 4044 4054 4064 4074 4084
 4094 4104 4114 4124 4134
 4144 4154 4164 4174 4184
 4194 4204 4214 4224 4234
 4244 4254 4264 4274 4284
 4294 4304 4314 4324 4334
 4344 4354 4364 4374 4384
 4394 4404 4414 4424 4434
 4444 4454 4464 4474 4484
 4494 4504 4514 4524 4534
 4544 4554 4564 4574 4584
 4594 4604 4614 4624 4634
 4644 4654 4664 4674 4684
 4694 4704 4714 4724 4734
 4744 4754 4764 4774 4784
 4794 4804 4814 4824 4834
 4844 4854 4864 4874 4884
 4894 4904 4914 4924 4934
 4944 4954 4964 4974 4984
 4994 5004 5014 5024 5034
 5044 5054 5064 5074 5084
 5094 5104 5114 5124 5134
 5144 5154 5164 5174 5184
 5194 5204 5214 5224 5234
 5244 5254 5264 5274 5284
 5294 5304 5314 5324 5334
 5344 5354 5364 5374 5384
 5394 5404 5414 5424 5434
 5444 5454 5464 5474 5484
 5494 5504 5514 5524 5534
 5544 5554 5564 5574 5584
 5594 5604 5614 5624 5634
 5644 5654 5664 5674 5684
 5694 5704 5714 5724 5734
 5744 5754 5764 5774 5784
 5794 5804 5814 5824 5834
 5844 5854 5864 5874 5884
 5894 5904 5914 5924 5934
 5944 5954 5964 5974 5984
 5994 6004 6014 6024 6034
 6044 6054 6064 6074 6084
 6094 6104 6114 6124 6134
 6144 6154 6164 6174 6184
 6194 6204 6214 6224 6234
 6244 6254 6264 6274 6284
 6294 6304 6314 6324 6334
 6344 6354 6364 6374 6384
 6394 6404 6414 6424 6434
 6444 6454 6464 6474 6484
 6494 6504 6514 6524 6534
 6544 6554 6564 6574 6584
 6594 6604 6614 6624 6634
 6644 6654 6664 6674 6684
 6694 6704 6714 6724 6734
 6744 6754 6764 6774 6784
 6794 6804 6814 6824 6834
 6844 6854 6864 6874 6884
 6894 6904 6914 6924 6934
 6944 6954 6964 6974 6984
 6994 7004 7014 7024 7034
 7044 7054 7064 7074 7084
 7094 7104 7114 7124 7134
 7144 7154 7164 7174 7184
 7194 7204 7214 7224 7234
 7244 7254 7264

Idées et participations

9. $\frac{1}{2}$

| | Prêts et avances
engagés
par la société et
non remboursés | Montant des
cautions et avais
fournis | Chiffre
à déduire | Bénéfice net | encours par
la société |
|------------|--|---|----------------------|--------------|---------------------------|
| 37 475 400 | | | 171 164 984 | | |
| 15 231 063 | - | - | 157 889 740 | 1 072 580 | |
| 7 420 000 | 6 066 614 | 2 133 333 | 11 500 000 | 300 000 | |
| 9 208 600 | 4 655 110 | 14 481 719 | 60 508 088 | 1 000 000 | |
| 19 999 200 | 27 600 000 | 32 000 000 | 1 000 000 | | |
| 50 025 97 | 01 000 | | | | |
| 108 5549 | 41 477 360 | 1 1855 834 | | | |

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Messieurs, Messieurs,

Nous avons l'honneur
de vous rendre compte
pour l'exercice 1971
du mandat de Commissaire
aux Comptes que vous
nous avez confié.

Le bilan et les comptes de résultats
arrêtés au 31 décembre 1971
ainsi que le rapport de votre Conseil
d'Administration, nous ont été
régulièrement communiqués.

Les vérifications auxquelles
nous avons procédé
ont été conduites selon les règles
de diligence normale
habituellement retenues
elles ont comporté, outre un
examen général des écritures et
comptes sociaux, les pointages
rapprochements et sondages que
nous ont paru utiles dans le cadre
du contrôle interne mis en œuvre
dans l'entreprise. Toutes les pièces
justificatives et explications que
nous avons demandées nous ont
été fournies. Les méthodes
d'évaluation sont pratiquement
identiques à celles de l'exercice
précédent, et nous avons reconnu
la sincérité des informations
d'ordre comptable contenues dans
le rapport de votre Conseil
d'Administration et dans les
documents destinés aux
actionnaires sur la situation
financière et les comptes
de la société.

Par ailleurs, nous n'avons pas
relevé de dérogations aux
prescriptions légales concernant
légalité entre actionnaires et à
celles relatives aux actions de
garantie des administrateurs.

Le bilan et les comptes de
résultats sont conformes aux
prescriptions du plan comptable
professionnel des industries du
raffinage et de distribution
des hydrocarbures.

situation générale

Le rapprochement de la valeur comptable des biens portés à l'actif
et des dettes envers les tiers inscrites au passif
fait ressortir les écarts suivants entre 1970 et 1971

| | en million de francs | | |
|-------------------------|----------------------|---------|-------------|
| | 1970 | 1971 | Différences |
| Actif total | 2 797,3 | 3 145,7 | + 348,4 |
| Dettes envers les tiers | 1 696,3 | 1 998,1 | + 301,8 |
| Actif net | 1 101,0 | 1 147,6 | + 46,6 |

Ces chiffres se recoupent aux mêmes comme suit

| | 1970 | 1971 | Différences |
|--|---------|---------|-------------|
| Capital social | 595,9 | 595,9 | — |
| Réserves, prime d'émission d'actions,
report à nouveau, provisions et
plus-values diverses | 433,6 | 483,0 | + 49,4 |
| | 1 029,5 | 1 078,9 | + 49,4 |
| Bénéfice de l'exercice | 71,5 | 68,7 | — 2,8 |
| Situation nette | 1 101,0 | 1 147,6 | + 46,6 |

La progression de 49,4 millions du chapitre "réserves et provisions"
provient des fluctuations suivantes,
intervenus au cours de l'exercice

Augmentations

| | |
|---|------|
| + Dotations à la réserve légale, à la réserve générale et au report à nouveau
conformément à la 3 ^e résolution de votre assemblée générale ordinaire
du 17 juin 1971 | 27,0 |
| + Dotation à la provision pour fluctuation
des cours des matières premières | 32,5 |
| + Dotation à la provision pour investissement
consécutives à l'intéressement accordé au personnel en 1970 | 2,6 |
| + Régularisation de la provision pour charges
à répartir sur plusieurs exercices | 0,3 |
| | 62,6 |

Diminutions

| | |
|---|------|
| - Reprise du report à nouveau
figurant au bilan à fin 1970 | 3,2 |
| - Utilisation de la provision pour déductions fiscales
pour investissement | 13,2 |
| Augmentation nette des réserves et provisions | 46,6 |

autres principales participations

SOCIÉTÉ DE LA RAFFINERIE DE LORRAINE

Capital F 100 000 000
Participation 100 %
Activités Raffinage et
distribution de produits
pétroliers

SOCIÉTÉ POUR LE RAMASSAGE ET LA RÉGÉNÉRATION DES HUILES USAGÉES

Capital F 900 000
Participation 16,44 %
Activités Récupération et
régénération de lubrifiants

SOCIÉTÉ DES TRANSPORTS PÉTROLIERS PAR PIPELINE

Capital F 50 000 000
Participation 7,99 %
Activités Construction et
exploitation de pipelines pour le
transport de produits fins des
raffineries de la Basse-Seine
vers la région parisienne

SOCIÉTÉ DU PIPELINE MÉDITERRANÉE RHÔNE

Capital F 65 000 000
Participation 14,17 %
Activités Construction et
exploitation de pipelines
pour le transport de produits
vers la vallée du Rhône

SOCIÉTÉ DU PIPELINE DE LA RAFFINERIE DE LORRAINE

Capital F 100 000 000
Participation 100 %
Activités Approvisionnement en pétrole
brut de la raffinerie de Lorraine

SOCIÉTÉ DE MANUTENTION DE CARBURANTS AVIATION (S.M.C.A.)

Capital F 3 000 000
Participation 16,66 %
Activités Construction, gestion
et exploitation
"d'hydrant systems" à l'Aéroport
de Paris

LA GARE ROUTIÈRE NORD

Capital F 60 790 000
Participation 6,58 %
Activités Construction et
exploitation d'une gare routière
au nord de Paris

SOCIÉTÉ AUXILIAIRE DE CHAUFFAGE

Capital F 3 000 000
Participation 20,46 %
Activités Travaux d'installation
de chauffage et distribution de fuel

SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DE PARKINGS À SAINT-ÉTIENNE (S.E.P.S.E.)

Capital F 3 000 000
Participation 48,33 %
Activités Exploitation d'un parc
de stationnement à Saint-Étienne

SOCIÉTÉ DU PARKING SQUARE BOUCICAUT

Capital F 2 500 000
Participation 10 %
Activités Exploitation d'un parc
de stationnement à Paris

VIAFRANCE

Capital F 12 000 000
Participation 11,77 %
Activités Travaux de construction
et d'entretien

mouvements financiers

Les besoins et les ressources de votre société pour l'exercice 1971 exprimés en millions de francs, peuvent être résumés comme suit :

| Ressources | | |
|--|-------|--|
| Bénéfice de l'exercice 1971 | 68,7 | |
| Accroissement des amortissements, soit : | | |
| - Dotation de l'exercice | | |
| dont 154,5 millions débités au compte d'exploitation générale) | 155,7 | |
| contre 152,5 en 1970 | | |
| - Variation de la déduction fiscale pour investissement | 10,3 | |
| | 166,0 | |
| Augmentation des dettes à long terme | 97,6 | |
| Reprises d'amortissements (valeur résiduelle) | 6,3 | |
| | 25,7 | |
| Diminution nette des "Autres valeurs immobilisées" | 79,0 | |
| | 442,3 | |
| Besoins | | |
| Investissements de l'exercice en immobilisations | 383,7 | |
| Distribution du dividende 1970 | 47,7 | |
| | 431,4 | |
| Il y a un léger excédent de | 10,9 | |

| | 1970 | 1971 | Différences |
|-------------------------|---------|---------|-------------|
| a) Actif circulant | 1 354,1 | 1 569,2 | + 215,1 |
| b) Dettes à court terme | 1 282,4 | 1 486,6 | + 204,2 |
| | 71,7 | 82,6 | + 10,9 |

Il apparaît que le ratio de liquidité (1,06) demeure identique à celui de l'an dernier.

- Distribution et transports intérieurs (110,3) portant sur l'expansion et la modernisation du réseau de stations service et sur la construction de nouveaux dépôts ;

- Transports maritimes (171,3) concernant l'achèvement des superpétroliers Esso Bretagne et Esso Provence actuellement en service ainsi que la construction en cours de deux autres superpétroliers de 250 000 tonnes ;

- Matériel administratif (4,4) ;

Les "Autres valeurs immobilisées" accusent les variations suivantes :

a) Diminutions s'appliquant aux prêts à plus d'un an dont ceux accordés à Esso Chimie, aux sociétés de la Raffinerie et du Pipeline de Lorraine et à la clientèle — 122,4 ;

b) Augmentations de vos participations : en particulier dans Vialfrance et des comptes de régularisation - actif + 43,4 ;

Diminution nette — 79,0 ;

Le mouvement progressif du bilan (25) résulte notamment de l'augmentation des valeurs d'exploitation (+ 64) due essentiellement à l'accroissement des quantités de pétrole brut et à la hausse du prix de revient des produits finis, des créances sur la clientèle et autres débiteurs (+ 97,9) des effets à recevoir (+ 40) et des chèques à encaisser (+ 18,6) des comptes de régularisation actif (+ 8,8) mais tient compte, notamment, de la disposition des déductions fiscales pour investissements ;

Les Dettes à court terme accusent globalement une augmentation nette de 204,2 millions de francs provenant des autres créanciers (+ 318,7) des fournisseurs (+ 37,5) et des comptes de régularisation passif (+ 19) tandis que les autres postes de ce chapitre sont en diminution, notamment les emprunts et autres dettes à moins d'un an (- 15,2) les effets à payer (- 118,7) les banques créditrices (- 35,2) ;

engagements hors bilan

Les engagements donnés par votre société s'élevaient en chiffres arrondis à 864 millions de francs contre 733 millions à fin 1970. Ils s'appliquent à des cautions en douane au titre des crédits d'entèvement (356) à des cautions mutuelles données à des confrères au titre des licences de raffinage et de distribution (67) à diverses cautions auprès d'organismes de crédit (137) et à des participations financières (51) à des garanties relatives à des effets escomptés et non échus (148) aux engagements concernant les logements de Fos-sur-Mer et des charges complémentaires afférentes à la retraite du personnel (93) à des dossiers litigieux et à diverses cautions (121) ;

Les engagements reçus se chiffrent à 497 millions de francs, contre 484 millions en 1970. Ils comprennent, soit des cautions

en douane consenties à votre Société par des confrères (430), soit des cautions mutuelles reçues au titre des licences de raffinage et de distribution (66,8) et pour le solde (0,4) principalement à des cautions bancaires en faveur de diverses administrations ;

RESUMÉ

Les résultats de l'exercice 1971 sont résumés comme suit :

| | 1970 | 1971 | Différences |
|--|---------|---------|-------------|
| L'accroissement des ventes s'élève à 23,6 % | | | |
| Bénéfice avant amortissements, provisions directement imputées à pertes et profits et impôt sur sociétés | 261,1 | 239,7 | - 21,4 |
| Dividendes nets reçus | 46,7 | 48,3 | + 1,6 |
| | 307,8 | 288,0 | - 19,8 |
| Amortissements | - 162,5 | - 154,5 | + 8,0 |
| Bénéfice avant impôt | 104,5 | 98,2 | - 6,3 |
| Impôt sur sociétés | - 33,0 | - 29,5 | + 3,5 |
| Bénéfice net | 71,5 | 68,7 | - 2,8 |

Ce bénéfice net - en légère diminution de 2,8 millions de francs sur l'exercice précédent - tient compte notamment d'un complément de dotation de 32,5 millions à la provision pour fluctuation des cours des matières premières ;

Le projet d'affectation du bénéfice net de 68 695 123,87 F qui vous est soumis par votre Conseil d'Administration est conforme aux dispositions statutaires et légales ;

En conclusion, il résulte des examens auxquels nous avons procédé dans le cadre de la mission que vous nous avez confiée que nous pouvons certifier la sincérité et la régularité de l'inventaire du compte d'exploitation générale, du compte de pertes et profits et du bilan qui sont soumis à votre approbation ;

Les Commissaires aux Comptes
Paris, le 13 Avril 1972
A. Arnic
Après près les Cours d'Appel

BILAN

AU 31 DECEMBRE 1971

ESSO STANDARD S.A.F.

actif

VALEURS IMMOBILISEES
1 578 838 570,82

ACTIF CIRCULANT 1 569 587 190,18

| | Montant brut | Amortissements, dépréciations et plus-values réinvesties | Montant net |
|---|-------------------------|--|-------------------------|
| Frais d'établissement | | | |
| Prime de rachat des obligations | 868 580,00 | 185 002,50 | 683 577,50 |
| Immobilisations | | | |
| Terrains | 161 932 363,10 | 17 262 499,23 | 144 669 863,87 |
| Constructions et ouvrages d'infrastructure | 327 248 685,38 | 119 431 428,44 | 207 817 256,94 |
| Installations complexes spécialisées | 1 247 413 854,03 | 506 930 485,01 | 740 483 369,02 |
| Matériel et outillage | 200 144 955,65 | 129 485 585,20 | 70 659 370,45 |
| Matériel de transport | 475 219 302,38 | 236 845 688,83 | 238 373 613,55 |
| Autres immobilisations corporelles | 148 469 185,80 | 84 533 795,05 | 63 935 390,75 |
| Pipe-line | 44 484 339,82 | 31 799 785,70 | 12 684 554,12 |
| Immobilisations incorporelles | 12 422 386,59 | 2 729 089,40 | 9 693 297,19 |
| Immobilisations en cours | 184 455 889,94 | | 184 455 889,94 |
| Total | 2 801 790 902,54 | 1 549 018 364,86 | 1 252 772 537,68 |
| Autres valeurs immobilisées | | | |
| Prêts et autres créances à plus d'un an | 145 622 110,89 | 160 700,00 | 145 461 410,89 |
| Titres de participation | 130 595 431,46 | 5 353 532,33 | 125 241 899,13 |
| Dépôts et cautionnements | 1 619 827,88 | | 1 619 827,88 |
| Compte de régularisation d'actif à plus d'un an | 50 758 337,94 | | 50 758 337,94 |
| Total | 328 596 767,97 | 5 514 292,33 | 323 082 475,64 |
| Valeurs d'exploitation | | | |
| Marchandises | 14 052 134,19 | | 14 052 134,19 |
| Matières premières | 190 553 879,00 | | 190 553 879,00 |
| Matières consommables | 19 479 698,98 | | 19 479 698,98 |
| Produits finis | 400 926 589,31 | | 400 926 589,31 |
| Produits en cours | 91 146 420,67 | | 91 146 420,67 |
| Emballages commensaux | 5 136 183,00 | | 5 136 183,00 |
| Total | 721 294 005,15 | | 721 294 005,15 |
| Valeurs réalisables à court terme ou disponibles | | | |
| Fournisseurs, avances et acomptes versés sur commandes | 800 989,70 | | 800 989,70 |
| Clients | 440 091 024,57 | 10 422 845,59 | 429 668 178,98 |
| Autres débiteurs | 240 621 771,11 | 735 311,68 | 239 886 459,43 |
| Comptes de régularisation - actif | 43 859 173,31 | | 43 859 173,31 |
| Total | 885 100 704,22 | 11 207 513,18 | 873 893 191,04 |
| Total général | 4 711 850 839,88 | 1 565 925 172,88 | 3 145 925 667,01 |

Avance, caution, garantie et autres engagements donnés
Avance, caution, garantie et autres engagements reçus

803 770 195,30
496 800 623,87

passif

CAPITAUX PERMANENTS
1 590 386 464,26

COMPTES DE TIERS
801 462 408,60

COMPTES FINANCIERS
585 181 720,38

| | |
|---|-------------------------|
| Capital propre et réserves | |
| Capital Social | 595 898 000,00 |
| Primes d'émission et de fusion | 160 851 388,17 |
| Réserve légale | 45 979 000,00 |
| Plus-values à long terme | 7 243 431,06 |
| Réserves facultatives | 60 000 000,00 |
| Réserve de renouvellement du stock indispensable | 2 507 736,00 |
| Total | 872 479 549,23 |
| Report à nouveau | 3 414 813,41 |
| Situation nette (avant résultats) | 875 894 362,64 |
| Provisions réglementées | |
| Provision pour fluctuation des cours des matières premières | 165 500 000,00 |
| Provision pour investissement | 8 665 032,94 |
| Provisions pour Pertes et Charges | |
| Provision pour charges à répartir sur plusieurs exercices | 893 000,00 |
| Dettes à long et moyen terme | |
| Obligations à plus d'un an | 70 950 000,00 |
| Emprunts à plus d'un an | 265 000 000,00 |
| Avances reçues et comptes courants bloqués | 74 030 298,60 |
| Autres dettes à plus d'un an | 91 483 752,08 |
| Total | 511 444 048,68 |
| Dettes à court terme | |
| Fournisseurs | 174 286 742,87 |
| Clients - avances et acomptes reçus sur commandes en cours | 4 228 373,14 |
| Autres créanciers | 668 735 597,35 |
| Comptes de régularisation - passif | 154 201 748,04 |
| Total | 897 502 461,40 |
| Obligations et bons à moins d'un an | 66 600,00 |
| Emprunts à moins d'un an | 14 338 848,82 |
| Effets à payer | 326 858 480,57 |
| Banques créditrices | 43 915 940,98 |
| Total | 1 486 834 198,68 |
| Résultats - Bénéfice de l'exercice | 88 685 123,87 |
| Total général | 3 145 925 667,01 |

PATRIMOINE SOCIAL ET
PROVISIONS ASSURÉES
AVANT AFFECTATION DES BÉNÉFICES
1 879 982 395,08

PASSIF FINANS LES TIERS
1 898 079 247,26

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 1971 ESSO STANDARD S.A.F. ET ESSO REP

actif

| | Montant brut | Amortissements,
dépréciations
et plus-values
réversées | Montant net |
|---|----------------|---|----------------|
| Frais d'établissement | | | |
| Primes de remboursement des obligations | 0,9 | 0,2 | 0,7 |
| Immobilisations | | | |
| Terrains | 182,4 | 17,3 | 145,1 |
| Travaux souterrains et sondages | 118,0 | 103,3 | 14,7 |
| Constructions et ouvrages d'infrastructure | 334,0 | 123,0 | 211,0 |
| Installations complexes spécialisées | 1 308,0 | 958,8 | 349,4 |
| Matériel et outillage | 207,7 | 138,4 | 71,3 |
| Matériel de transport | 476,6 | 258,1 | 218,5 |
| Autres immobilisations corporelles | 152,6 | 87,7 | 64,9 |
| Pipe-line | 70,2 | 50,7 | 19,5 |
| Immobilisations incorporelles | 12,4 | 2,7 | 9,7 |
| Frais de recherches | 23,2 | 23,2 | — |
| Immobilisations en cours | 214,0 | — | 214,0 |
| Total | 3 072,1 | 1 758,0 | 1 318,1 |
| Autres valeurs immobilisées | | | |
| Prêts et autres créances à plus d'un an | 147,8 | 0,1 | 147,7 |
| Titres de participation | 93,1 | 5,4 | 87,7 |
| Dépôts et cautionnements | 1,7 | — | 1,7 |
| Compte de régularisation d'impôt à plus d'un an | 50,8 | — | 50,8 |
| Total | 293,4 | 5,5 | 287,8 |
| Valeurs d'exploitation | | | |
| Marchandises | 14,1 | — | 14,1 |
| Matières premières (pétrole brut) | 191,5 | — | 191,5 |
| Matières consommables | 22,6 | — | 22,6 |
| Produits finis | 388,3 | — | 388,3 |
| Produits en cours | 89,4 | — | 89,4 |
| Emballages commerciaux | 5,1 | — | 5,1 |
| Total | 711,0 | — | 711,0 |
| Valeurs réalisables à court terme ou disponibles | | | |
| Fournisseurs, avances et acomptes versés sur commandes | 0,8 | — | 0,8 |
| Clients | 440,2 | 10,4 | 429,8 |
| Autres débiteurs | 244,9 | 0,7 | 244,1 |
| Comptes de régularisation - actif | 44,8 | — | 44,8 |
| Total | 690,7 | 11,1 | 679,6 |
| COMPTES FINANCIERS | | | |
| Prêts à moins d'un an | 22,9 | — | 22,9 |
| Effets à recevoir | 64,6 | — | 64,6 |
| Chèques et autres valeurs à encaisser | 26,2 | — | 26,2 |
| Titres de placement | 1,8 | 0,1 | 1,7 |
| Banques et Chèques Postaux | 18,2 | — | 18,2 |
| Caisse | 1,1 | — | 1,1 |
| Total | 805,2 | 11,2 | 854,0 |
| Total général | 4 947,6 | 1 776,9 | 3 171,7 |
| Avais, cautions, garanties et autres engagements donnés | 853,8 | | |
| Avais, cautions, garanties et autres engagements reçus | 497,3 | | |

passif

| | Montant | Montant en francs |
|---|----------------|-------------------|
| Capital propre et réserves | | |
| Capital Social | 595,9 | |
| Primes d'émission et de fusion | 165,0 | |
| Réserve légale | 49,1 | |
| Plus-values à long terme | 7,6 | |
| Réserves facultatives | 60,0 | |
| Réserve de renouvellement du stock indispensable | 3,9 | |
| Réserve spéciale de réévaluation | 8,1 | |
| Total | 887,9 | |
| Rapport à nouveau | 59,2 | |
| Situation nette (avant résultats) | 947,1 | |
| Provisions réglementées | | |
| Provision pour fluctuation des cours des matières premières | 190,5 | |
| Provision pour investissement | 8,5 | |
| Provision pour reconstitution des gisements | 20,5 | |
| Total | 280,9 | |
| Provisions pour pertes et charges | | |
| Provision pour charges à répartir sur plusieurs exercices | 0,9 | |
| Dettes à long et moyen terme | | |
| Obligations à plus d'un an | 79,9 | |
| Emprunts à plus d'un an | 223,4 | |
| Avances reçues et comptes courants bloqués | 74,0 | |
| Autres dettes à plus d'un an | 97,5 | |
| Total | 484,8 | |
| Dettes à court terme | | |
| Fournisseurs | 72,4 | |
| Clients : avances et acomptes reçus sur commandes en cours | 4,2 | |
| Autres créanciers | 590,5 | |
| Redevance sur production d'huile brute | 18,8 | |
| Comptes de régularisation - passif | 162,1 | |
| Total | 848,0 | |
| COMPTES FINANCIERS | | |
| Obligations et bons à moins d'un an | 0,1 | |
| Emprunts à moins d'un an | 14,3 | |
| Effets à payer | 450,7 | |
| Banques créditrices | 43,8 | |
| Total | 1 357,8 | |
| Résultats : Bénéfice de l'exercice | 20,5 | |
| Intérêts minoritaires | 16,7 | |
| Total général | 3 171,7 | |

EXERCICE 1971 ESSO STANDARD S.A.F. ET ESSO REP CONSOLIDES

compte d'exploitation général

| débit | Millions de francs |
|--|--------------------|
| Stocks au début de l'exercice | 645,8 |
| Achats | 2 327,2 |
| Frais de personnel | 518,4 |
| Impôts et taxes | 2 271,9 |
| Impôt sur dividende Esso Rep | 15,4 |
| Travaux, fournitures et services extérieurs | 352,1 |
| Transports | 851,7 |
| Frais divers de gestion | 150,8 |
| Frais financiers | 92,8 |
| Dotations de l'exercice aux comptes d'amortissements des immobilisations | 167,4 |
| Dotations de l'exercice aux comptes de provisions pour pertes et charges | 0,5 |
| Dotations de l'exercice aux comptes de provisions pour dépréciation | 10,7 |
| Bénéfice d'exploitation | 209,0 |
| Total | 7 417,8 |
| crédit | |
| Stocks à la fin de l'exercice | 711,0 |
| Ventes de marchandises et produits finis, prestations de services (directement liés à l'activité pétrolière) | 6 624,8 |
| Ventes de déchets et ventes diverses | 0,4 |
| Ratourne, rebais et remises obtenus ou à obtenir | 0,4 |
| Produits accessoires | 31,7 |
| Produits financiers | 22,7 |
| Travaux faits par l'entreprise pour elle-même | 20,5 |
| Travaux et charges non imputables à l'exercice | 6,3 |
| Total | 7 417,8 |

compte de pertes et profits

| débit | |
|--|-------|
| Pertes sur exercices antérieurs | 0,6 |
| Pertes exceptionnelles | 9,7 |
| Dotations de l'exercice aux comptes de provisions et d'amortissements hors exploitation ou exceptionnels : | |
| Provision pour reconstitution des gisements | 51,1 |
| Amortissements des charges d'exploration | 22,2 |
| Autres dotations | 37,1 |
| | 111,4 |
| Impôts sur les bénéfices | 85,8 |
| Bénéfice net consolidé | |
| Quota-part des actionnaires d'Esso Standard | 70,5 |
| Quota-part des intérêts minoritaires des tiers dans Esso Rep | 8,4 |
| | 78,9 |
| Total | 266,4 |
| crédit | |
| Bénéfice d'exploitation de l'exercice | 209,0 |
| Profits sur exercices antérieurs | 0,6 |
| Provision pour reconstitution des gisements devenue disponible | 35,6 |
| Profits exceptionnels | 17,2 |
| Total | 266,4 |

LES ADMINISTRATEURS D'ESSO STANDARD S.A.F.

Jacques Ballet
Président
Directeur Général
7, rue Léon-Mignotte,
Bièvres - 91

Administrateur de :
Esso Europe Inc.
Esso Africa Inc.
Esso Supply Co.
Esso Motor Hotels Inc.
Esso Chimie
Standard-Kuhlmann
Société du Caoutchouc Butyl
(SOCABU)
Esso Research N.V.
Institut Français du Pétrole (I.F.P.)
Société pour l'Industrie des
Transports

André Dubois
Vice-Président
77, bd du Gt Koenig
Neuilly-sur-Seine - 92

Président de :
Esso REP

Administrateur de :
Port Autonome de Bordeaux

Jules Armand
Administrateur
8, bd Jean-Mermoz,
Neuilly-sur-Seine - 92

Président de :
Les Docks des Pétroles d'Ambès
(D.P.A.)

Administrateur de :
Esso REP
Transports par Pipelines Cerna
(T.P.C.)

Francis Fabre
Administrateur
75, rue de Grenelle,
Paris 7^e

Président de :
Union de Transports Aériens
(U.T.A.)
Chargeurs Réunis
Cie Maritime des Chargeurs Réunis
Vice-Président de :
Société Navale Chargeurs
Delmas-Vieljeux

Administrateur de :
Sté de Recherches et d'Exploitation
de Pétrole EURAPREP
Cie Financière de Paris et des
Pays-Bas
Safic-Alcan
Banque de Paris et des Pays-Bas
Fiat Automobiles
Institut du Développement
Industriel (I.D.I.)
Cie Financière Delmas-Vieljeux

Jean Forgeot
Administrateur
50, boulevard Flandrin,
Paris 16^e

Président de :
Schneider S.A.
Cie Financière de l'Union
Européenne
Président d'Honneur de :
France-Grande
Jeumont-Schneider
Vice-Président de :
ARBED
Chrysler-France

Administrateur de :
Menne-Schneider
Creuset Loire
Imprimerie Georges Lang
Cie Maritime des Chargeurs Réunis
Banque de l'Union Européenne
Publique

Gustave Rambaud
Administrateur
31, avenue Georges-Mandel
Paris - 16^e

Président de :
Banque de Paris et des Pays-Bas -
Hollande
Vice-Président de :
Société Pierrefitte
Forges de Châtillon-Commentry-
Bache

Administrateur de :
Banque de Paris et des Pays-Bas
Cie Financière de Paris et des
Pays-Bas
Omnium de Participations
Financières et Industrielles
(O.P.F.I.)
Paribas International S.A.
Banque de Paris et des Pays-Bas -
Belgique
Banque de Paris et des Pays-Bas -
Suisse
Cie Industrielle et Financière
Babcock-Fives
Sté de Paris et du Rhône
Banque de l'Union Parisienne
Société Norvégienne de l'Azote

Auguste Schlageter
Administrateur
60, rue François-I^{er}
Paris - 8^e

candidat au conseil d'administration

Henri Lameison
43, rue du Ranelagh
Paris 16^e

Né le 3 juin 1918 à Dax (Landes)
Ancien élève de
l'École Polytechnique.
Entré en 1947 comme Ingénieur
à la Standard Française
des Pétroles. A fait toute sa
carrière dans le groupe Esso :
Directeur de la Coordination
et des Études Économiques en 1961,
Directeur de la Raffinerie
de Port-Jérôme en 1965,
Directeur des
Opérations-Logistique en 1969,
Directeur du "Logistics Planning
Department" à Esso Europe en
1969/1971

Directeur Général Adjoint
d'Esso Standard S.A.F.
(depuis juin 1971)
Président de la Société de
Manutention des Carburants
Aviation (S.M.C.A.)
Administrateur de :
Esso Chimie
Société de la Raffinerie de Lorraine
Société du Pipeline
de la Raffinerie de Lorraine